

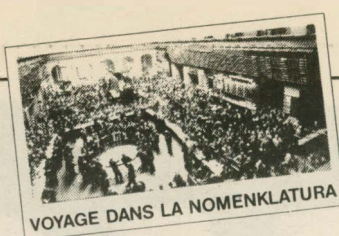
ROUGE

*Supplément
spécial été*

**MODERNE,
VOUS AVEZ DIT
MODERNE ?**



LIBERAL DE PERE EN FILS



VOYAGE DANS LA NOMENKLATURA

La modernité. Les porte-parole de la droite et du grand patronat ne cessent de s'en revendiquer. Mais leurs discours ne font que plagier ceux de leurs prédécesseurs. Les grandes familles ont une continuité. La seule lecture d'un discours d'André François-Poncet, le 24 janvier 1928, devant l'Assemblée nationale, permet de le constater.

Monsieur André François-Poncet :

« Le capitalisme n'est pas cette masse brutale, inintelligente, rebelle à toute évolution, livrée à une espèce d'automatisme de cupidité, que beaucoup d'entre vous imaginent. Il a pu l'être ; il ne l'est plus, ou en tout cas, il l'est de moins en moins.

« Il y a de nos jours ce que j'appellerai un néo-capitalisme, bien différent de l'image avec laquelle, pendant des années, on a nourri la lutte des classes.

« Le néo-capitalisme est souple, instruit, perfectible. Pour lui, l'acquisition du gain n'est pas tout, car il est pénétré de la notion de sa responsabilité sociale, du sentiment de la solidarité de tous les éléments de la production, depuis le dernier

enseigner que, comme l'avait annoncé Saint-Simon, ce ne sera plus autre chose que la science de la production ! (Applaudissements du centre et de la droite) (...) »

« Ce que nous souhaitons tout d'abord, c'est qu'un des premiers soins de la prochaine législature soit de réviser un appareil fiscal compliqué par les additions successives, non seulement des lois de finances, mais des collectifs. Un travail de codification est en cours. (...) »

Monsieur le président du conseil : « Il est défait à mesure que nous le faisons. Les collectifs y sont, en effet, pour beaucoup et les amendements individuels pour presque tout. »

Monsieur André François-Poncet : « Nous espérons que la sagesse de la Chambre secondera, sur ce point, la sagesse du ministre des Finances.

« Nous demandons en même temps que les modes de perception des impôts soient, eux aussi, simplifiés et adoucis ; car, plus les impôts sont complexes, plus leur charge est lourde, et plus l'administration a le devoir de se montrer bienveillante et conciliante à l'égard des contribuables. (Applaudissements).

« Les pouvoirs dont sont armés certains agents du fisc, les contrôleurs par exemple, sont des pouvoirs énormes. Il est d'autant plus nécessaire d'en user avec modération. Il faut éviter à tout prix que le contribuable français ne se sente livré à l'arbitraire d'une puissance en face de laquelle il n'est rien et contre laquelle il n'a que des recours illusoire. (Nouveaux applaudissements).

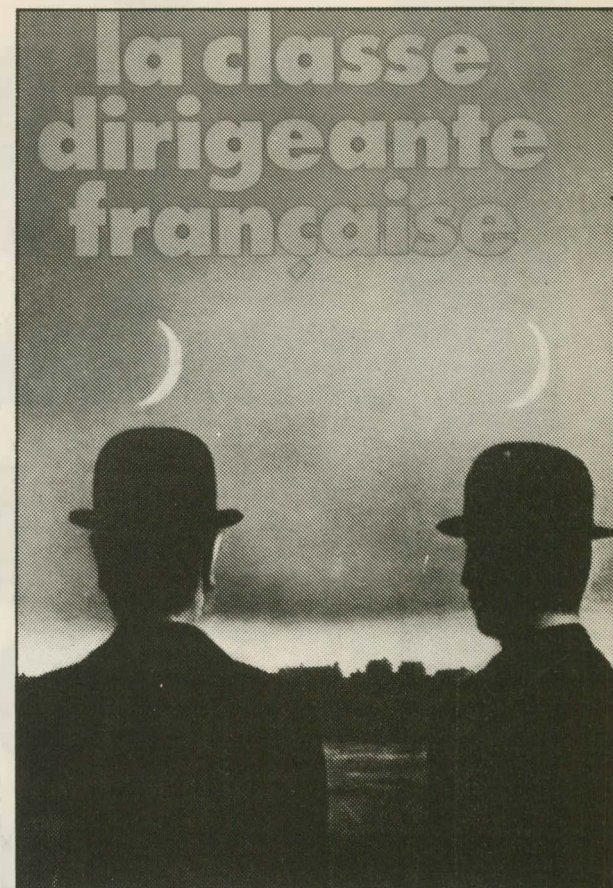
« L'amertume, l'exaspération et la révolte contre les abus du fisc ou simplement contre sa dureté sont des sentiments qui sont, à l'ordinaire, funestes aux régimes. On doit les empêcher de naître ou de se développer. (Très bien ! Très bien !).

« L'administration a

montré qu'elle le sentait, qu'elle le comprenait, en acceptant quelques adoucissements dans la dernière loi de finances que nous avons votée. Je lui demande de ne pas s'arrêter en chemin : dans la voie du libéralisme et de la sagesse, des progrès sont toujours possibles.

« Je voudrais que s'il y a au ministère des Finances des fonctionnaires chargés d'imaginer de nouveaux impôts, il y en eût aussi qui fussent spécialisés dans la recherche des facilités, des améliorations, des adoucissements à apporter aux impôts existants. (Très bien ! Très bien !).

« Ce n'est pas tout. Nous



croyons qu'on devra procéder à l'abaissement de certaines taxes vraiment excessives. (...) »

« Il y a lieu, d'autre part, de faire un effort économique plus puissant, plus systématique, mieux coordonné que celui auquel

nous avons assisté jusqu'à présent.

« A l'action que le gouvernement exerce sur le plan monétaire et financier, doit correspondre une action parallèle sur le plan économique, sur le plan de la production, car le véritable amortissement, le seul amortissement qui, à nos yeux, soit vraiment sain, doit être cherché en avant, dans le développement de la production. (Très bien ! Très bien !).

« L'amortissement ne résultera pas, comme certains s'obstinent à le croire, d'un vaste prélèvement opéré tout d'un coup, et de pied ferme sur la fortune existante ; car un prélèvement pareil arrêterait net et paralyserait pour longtemps la production. Il résultera, au contraire, des richesses nouvelles qui seront ajoutées aux richesses existantes, par le travail et par l'épargne. (Applaudissements) (...) »

« Il faut cultiver, il faut organiser méthodiquement, pour le ranimer, le marché intérieur ; il faut chercher les débouchés extérieurs ; il faut réviser nos méthodes de production, nos méthodes commerciales en particulier, à l'exemple de ce qui se passe en Allemagne et aux Etats-Unis.

« C'est ce qu'on appelle rationaliser.

« Mais la rationalisation dont j'ai parlé maintes fois à cette tribune, elle suppose, à son tour, le soutien, l'aiguillon, l'entraînement du gouvernement. Elle suppose l'ouverture par lui d'une série de grands travaux publics en France et dans les colonies françaises. (Très bien, très bien). Elle sup-

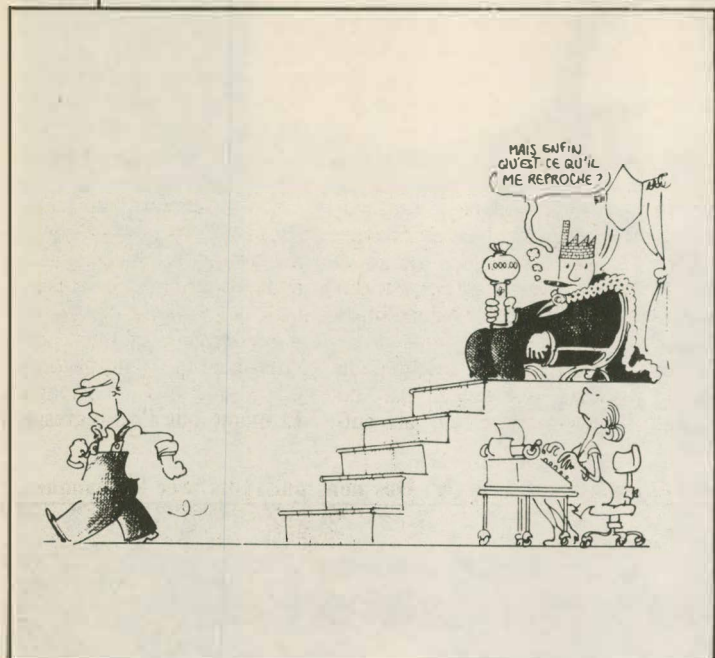
« Héritages et échéances »

25 mars 1985.
Jean-François Poncet éditorialise en une du *Figaro* sous le titre « Héritages et échéances ». Il est question de la cohabitation, « que chacun doit souhaiter, sinon sans nuage, du moins sans accident », et surtout de politique étrangère. Les François-Poncet sont des spécialistes du sujet. Jean François-Poncet fut ministre des Affaires étrangères du gouvernement Barre, sous la présidence de V. G. E. André François-Poncet, le père, ancien administrateur du *Figaro*, ambassadeur, fut un familier du sénateur Jacques Bardoux, le grand-père de Valéry Giscard d'Estaing. Il participa comme lui au régime de Vichy.

24 janvier 1928. André François-Poncet prononce à l'Assemblée nationale le discours dont nous avons reproduit des extraits choisis. Bien que rédigé

il y a soixante ans, les préoccupations qu'il exprime, et les mots utilisés sont tellement actuels, que l'on doit parfois se pincer. Rêve ou réalité ? Ne croirait-on pas entendre le dernier discours de Giscard ou de Chirac ? L'obsession de la réduction des impôts, la hantise des « vastes prélèvements » opérés sur les « fortunes existantes » ne sont-elles pas l'exact modèle des préoccupations et des discours de nos libéraux modernes ? Evidemment, rien ne ressemble tout à fait à autre chose. Ainsi, les remèdes économiques proposés par André François-Poncet comme cette « politique de grands travaux en France et dans les colonies » datent quelque peu. Encore que...

Mais laissons les commentaires. La lecture est la meilleure démonstration qui soit de père en fils... Quel symbole de la continuité des préoccupations d'une classe !



Dessin de Plantu, tiré de *C'est le Goulag*. Editions le Monde-La Découverte.

des manœuvres jusqu'au premier des directeurs.

« Il a médité la leçon de l'exemple américain, il cherche à en prendre ce qui peut s'acclimater chez nous, avec le concours des éléments les plus clairvoyants du peuple des travailleurs. On a beau dire, messieurs, ce capitalisme, ce n'est pas la réaction ! Nous avons la conviction, au contraire, que c'est le progrès, que c'est l'avenir, l'avenir qui doit rénover et féconder la notion de politique et nous

pose la collaboration de la presse, la création, avec son aide, d'un courant d'opinion ; elle suppose un concours plus actif, un concours plus éclairé des banques ; enfin — et cette condition n'est pas la moins importante — la création d'un statut douanier, que nous avons eu le grave tort de différer très longtemps. (Très bien, très bien, sur divers bancs).

« L'accroissement, l'amélioration de la production supposent encore quelques mesures législatives touchant les fusions de sociétés — je crois que dans le prochain cahier de crédits supplémentaires, le gouvernement les a acceptées et nous les fera voter. (...) »

« En 1913, il s'est créé en moyenne par mois, dans notre pays, 70 sociétés nouvelles, employant un capital de 390 millions de francs papier. En 1927, il s'est créé en moyenne 21 sociétés par mois employant 63 millions ; et cependant, messieurs, l'argent afflue dans les caisses d'épargne, dans les banques, à la caisse centrale du Trésor et à la caisse autonome.

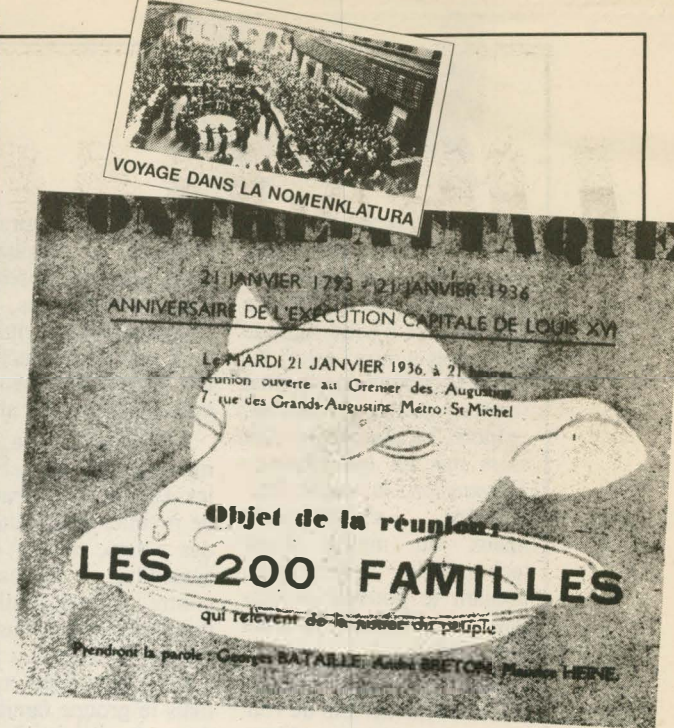
« L'une des raisons de cette stagnation, qui est encore une fois, un des traits caractéristiques de la situation économique présente, c'est à côté de la peur du lendemain, le traitement trop rigoureux qui est fait aux valeurs mobilières. L'activité économique, ne l'oublions pas, est fonction des capitaux nouveaux qui viendront se mettre à son service. Encore faut-il que ces capitaux aient la liberté de se constituer, qu'ils aient la certitude de ne pas être considérés comme taillables à merci, et qu'ils aient l'espérance de recevoir une rémunération suffisante égale à celle qu'ils pourraient recevoir sur d'autres points du monde. Enfin, et c'est par là que je terminerai, l'essor qu'il s'agit d'imprimer à l'activité économique de notre pays comporte deux conditions qui, à mes yeux, dominent toutes les autres ; c'est la stabilité sociale et la stabilité politique. (...) »

« Rien de bon ne sera accompli dans l'orage et l'inquiétude. (...) »

« La stabilité sociale, je tiens à dire que nous ne la demanderons pas à la résignation des travailleurs, mais à la preuve que nous tâcherons de leur fournir, par des arguments positifs et tangibles, qu'ils sont les premiers intéressés au progrès de la production et qu'ils y trouveront leur avantage, non seulement dans leurs salaires, mais dans l'amélioration générale des conditions de leur existence. »



De 1936 à aujourd'hui, deux cents familles omniprésentes. La Banque de France dénationalisée leur reviendra-t-elle ?



DALLAS MADE IN FRANCE

Dans le monde clos de la finance et de l'industrie, les affaires de famille ont toujours quelque chose à voir avec les comptes en banque. Dans les années trente, on parlait des « deux cents familles ». En ces temps où l'ultra-libéralisme revient à la mode, les choses n'ont pas vraiment changé.

Dans son numéro du 4 juillet, le journal *l'Expansion* en est lui-même surpris. Michel David-Weil, « l'homme le plus secret de la haute banque » accepte de poser pour le photographe de la revue, et de raconter la banque Lazard : « Un nom un peu mythique dans la finance », s'extasie le magazine.

L'homme vaut effectivement le détour et la banque un moment d'attention. Michel David-Weil préside aux destinées de Lazard-Partners, banque d'affaires implantée à New York, Paris et Londres, spécialiste des montages financiers et des mariages d'entreprises. La liste de ses bons offices est impressionnante, de la mise en place de l'alliance Michelin-Peugeot-Citroën au dernier en date des rachats du groupe Boussac par un Tapie « discret » en passant par les projets actuels de fusion entre la CGE et ITT...

Fondée à New York au siècle dernier, la maison Lazard bénéficie d'une solide réputation et d'une vieille tradition. Il y a plus de soixante ans, dans les années vingt, le grand-père de Michel David-Weil, David David-Weil était régent de la Banque de France.

Mais avant de parler famille, arrêtons-nous un moment justement à la Banque de France. La remise en cause de son statut actuel est à l'ordre du jour. Elle se discute, au moins depuis la parution de la plate-forme UDF-RPR. Projet normal pour des libéraux, direz-vous. Certes. Mais aussi tout à fait symbolique. Car c'est en 1936 que la banque en question fut nationalisée. La bourgeoisie n'a visiblement toujours pas

admis la chose. Certains ne mâchent d'ailleurs pas leurs mots : « Je pense que les patrons ne peuvent plus sérieusement faire leur travail depuis 1936, puisqu'on a supprimé alors tout instrument de mesure en nationalisant la Banque de France, le baromètre pour les chefs d'entreprise s'est cassé », déclarait François Michelin en 1981².

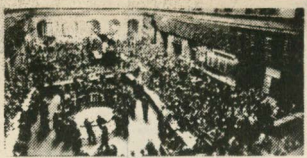
La mise sous tutelle de la banque nationale, par un gouvernement élu au suf-

frage universel, ressemblait trop à un crime de lèse-majesté pour les bourgeois. Ou bien plutôt à un crime de lèse-familles. Tout le monde connaît en effet l'histoire des « deux cents ». Les « deux cents familles » accusées par le Front populaire de diriger la France à leur seul profit, étaient tout simplement les deux cents plus puissants actionnaires de la Banque de France (voir encadré). Elles constituaient l'élite des privilèges admis à participer aux assemblées générales de la banque nationale, qui comportait tout de même quelque quarante mille actionnaires. Mais les deux cents étaient seules habilitées à définir sa politique, à désigner leurs mandataires, les régents, tel David David-Weil, le grand-père du président de la banque Lazard aujourd'hui.

La mode revenant au libéralisme pur, une Banque de France dénationalisée reviendrait-elle aux « deux cents » ? En ces temps de modernisme effréné, répondre oui démontrerait plutôt que rien ne change. Et même que l'on régresse.

Les De Wendel héritiers des maîtres des forges. Des liens puissants avec les banques.





VOYAGE DANS LA NOMENKLATURA

Mettre des noms sur le capital et retomber sur les mêmes qu'il y a cinquante ans serait aussi une façon de faire un sort à cette légende de l'après-guerre, selon laquelle le capitalisme familial se serait quasiment dissous, évaporé. Le libéralisme était alors mis en quarantaine : l'Expansion, la vague keynésienne s'accommoda mieux du mythe d'une technocratie triomphante, prenant le pouvoir et renvoyant les héritiers à leurs mémoires³.

Revenons à nos familles et à nos régents, afin de voir où nous en sommes. Nous l'avons vu, la relève d'un David-Weil serait assurée. Celle d'un Félix Vernes, régent de la banque nationale au même moment que le grand-père du président de la banque Lazard aujourd'hui, aurait toutes les chances de l'être aussi. La famille Vernes fait toujours parler d'elle dans la banque et les affaires. Réputé comme étant l'un des supports les plus farouches

nancière qui comprend notamment la famille Dassault. Selon les observateurs financiers informés, ceux-ci se préparent ensemble depuis des mois à racheter la banque de Suez dénationalisée... Une sacrée affaire.

Laissons de côté pour le moment les Rothschild ou les Hottinguer⁵, banquiers de premier choix, du temps des « deux cents » comme aujourd'hui. Jetons par contre un coup d'œil sur les dernières opérations de la maison Worms. La banque a été nationalisée en 1982, mais le groupe familial, qui date du début du siècle dernier — messieurs Worms et compagnie — est resté privé⁶. Il déborde même d'activité. Il vient ainsi, ces deux dernières années, de renforcer ses liens avec le groupe De Wendel⁷ et de faire alliance avec BSN-Gervais-Danone — dont le PDG moderniste, Antoine Riboud, est également connu comme actionnaire de Libération — en lui apportant sa part dans le capi-

Le thème des « deux cents familles », repris par Léon Blum, vient d'Edouard Daladier, président du Conseil dans les années trente. Il le lança au congrès radical de Nantes en 1934 : « Deux cents familles sont maîtresses de l'économie française et, en fait, de la politique française. Ce sont des forces qu'un Etat démocratique

ne devrait pas tolérer, que Richelieu n'eut pas toléré dans le royaume de France. (...) L'influence des deux cents familles pèse sur le système fiscal, sur les transports, sur le crédit. Les deux cents familles placent au pouvoir leurs délégués. Elles interviennent sur l'opinion publique car elles contrôlent la presse. (...) »

de Jacques Chirac, le banquier Jean-Marc Vernes, après nationalisation de sa banque en 1982, s'en est reconstitué une autre⁴. Il est l'un des moteurs d'une alliance industrielle et fi-

tal du premier biscuitier européen Général Biscuit⁸. La maison Worms vient de céder l'une de ses banques d'affaires, (banque de gestion privée) au groupe financier belge Bruxelles-

Les deux cents familles ne se rendent pas à la Bourse, mais leurs intérêts n'y sont jamais absents.



Lambert⁹ et d'entreprendre la rationalisation de ses activités maritimes avec son concurrent, l'armateur Delmas-Vieljeux.¹⁰

L'ensemble de ces alliances tous azimuts illustre au passage le rôle de liaison que jouent les financiers au sein de la grande bourgeoisie et la pratique de la multiplication des alliances, qui renforcent l'homogénéité de l'ensemble de la classe dominante. Mais parlons un peu industrie.

Ces derniers mois, l'affaire Valéo a fait du bruit dans les médias. Son rachat par l'homme d'affaires italien De Benedetti (Olivetti) a fait couler de l'encre, le groupe venant d'être sérieusement amoché par des fermetures d'entreprise à répétition. Les luttes de Ducellier en Auvergne comme le massacre d'une région entière ont fait, il y a un an, les titres des pages sociales des quotidiens.

tion. Il paraît que les constructeurs français voyaient d'un mauvais œil leur seul et unique fournisseur d'équipements passer entre des mains transalpines.

Ce sont les De Wendel qui arrangèrent l'affaire. Par le biais de leur banque française, la banque Demachy, et par leur participation directe à l'alliance financière et industrielle créée pour la reprise de Valéo¹¹.

Dans un livre consacré à la crise de la sidérurgie et paru en 1981, la Fin des

De Benedetti est un homme d'affaires moderne. Inutile de présenter sa dernière embauche, le célèbre chroniqueur de gauche de l'Expansion, ex-directeur financier de Saint-Gobain, Alain Minc. Mais l'origine italienne du PDG d'Olivetti faillit faire capoter l'opéra-

maîtres de forges, le journaliste Jean Beaumier écrivait : « Le blason des maîtres de forges De Wendel, marteau de forgeron et canon en or, a symbolisé pendant deux cent soixante-dix ans la puissance d'une famille qui s'était enrichie grâce à l'acier et aux arme-



Michel David-Weil, « l'homme le plus secret de la haute banque ».

ments. Il n'est aujourd'hui qu'un emblème déchu, dont on ne parlera jamais plus. » Erreur de pronostic. La société qui regroupe les intérêts des héritiers De Wendel, la CGIP, vaut de l'or. Elle fait partie des sociétés les mieux cotées de la Bourse de Paris. Elle se porte au moins aussi bien que le groupe De Wendel au temps du Comité des forges en 1920, lorsque André François-Poncet¹² supervisa la parution de son quotidien aux côtés de Jacques Bardoux, le grand-père de Giscard.

Les quelques noms évoqués dans cet article représentent des pouvoirs économiques et financiers considérables. Ils n'ont pas été sélectionnés au hasard : ce sont simplement les acteurs des coulisses de la finance, de la banque et de l'industrie, dont on parle aujourd'hui. Le rapprochement avec les deux cents familles de l'entre-deux guerres va de soi. Les uns descendent des autres. Il serait naturellement absurde de prétendre que les rapports de puissance, la répartition des richesses et des pouvoirs au sein de la classe dominante n'a pas évolué d'un pouce depuis le début du siècle. Celle-ci bouge aussi... Mais il est évident que nous n'avons pas changé de bourgeoisie. Cela se serait remarqué. Les patrimoines, les héritages et les mariages qui reflètent les processus de regroupement et de concentration du capital des grandes familles depuis le début du siècle font le reste. Ceux qui dominent aujourd'hui sont les descendants de ceux qui dominaient hier. L'exception confirme d'ailleurs la règle. C'est à cela aussi que peut servir l'image médiatique et « moderne » d'un Tapie.

Michel Morel

1. Bernard Arnault, PDG du groupe immobilier Ferinel. Les banques Lazard et Worms (privée) ont joué un rôle important dans cette opération avalisée, à l'époque, par Fabius et Mitterrand.

2. Interview publiée dans les Patrons face à la gauche, de D. Pingaud, J.-G. Fredet. Ramsay, 1981.

3. On parlait alors de la « révolution managériale » ou de « l'ère des managers » (sic!).

4. La banque du Marais rachetée avec les indemnités de la banque Vernes nationalisée...

5. Les premiers viennent de constituer un fonds de capitaux en vue d'acheter du capital des futures dénationalisées, les seconds tiennent leur banque familiale à la disposition des grandes familles, notamment pour la gestion de fortunes.

6. Présidé par Nicolas Clive Worms, l'ensemble regroupe des activités bancaires, maritimes, des participations industrielles, etc.

7. En regroupant l'un de ses établissements financiers, la Gérance parisienne privée, avec la banque du groupe De Wendel, la banque Demachy.

8. Permettant ainsi à BSN d'absorber Général Biscuit.

9. Groupe contrôlant, entre autres, RTL et se préparant éventuellement à récupérer le contrôle de Paribas dénationalisée.

10. Maurice Couve de Murville est un membre bien connu de la famille.

11. Le groupe De Wendel a notamment apporté de son côté les usines du groupe Allevar (équipements) qu'il conserve encore.

12. Les François-Poncet sont liés aux De Wendel.

LA DYNASTIE PEUGEOT

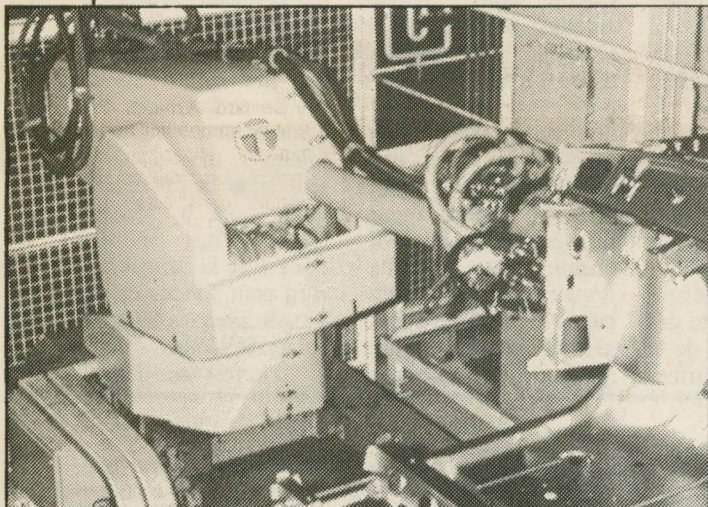
Peugeot, une sacrée dynastie, séculaire, au sein de la nomenklatura. Sochaux et Montbéliard sont ses domaines d'origine. Toute la vie s'y organise autour des usines du groupe. Celles-ci sont en remue-ménage permanent ces dernières années. Les milliers de suppressions d'emplois des temps de crise se confondent avec la mise en place des nouvelles technologies.

Jean-Michel, ouvrier à Sochaux, s'en est longuement entretenu avec Dominique Mezzi, notre correspondant régional. Quel tableau de la modernité !



VOYAGE DANS LA NOMENKLATURA

Ils vont jusqu'à donner des noms aux machines. Ici, le robot de soudure par point « Barnabé ».



Dominique — Peugeot-Sochaux est l'usine mère du groupe. La direction compte y investir prochainement entre 3 et 5 milliards. Quelles modifications cela entraînera-t-il ?

était jusqu'à présent intégrée dans l'entreprise. De la conception du véhicule jusqu'à son assemblage en passant par ses essais. Qu'en sera-t-il dans le futur ?

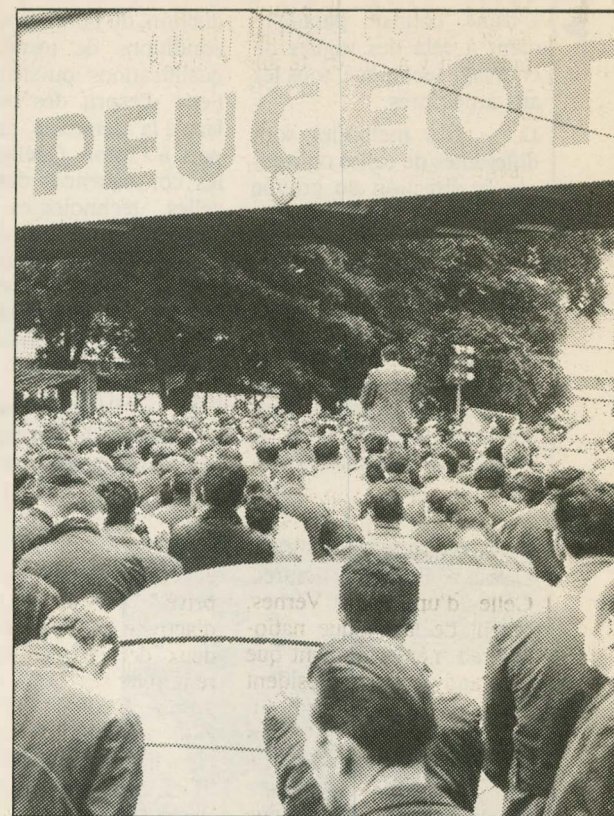
J.-M. — Le centre d'essais demeurera probablement à Sochaux. L'usine, qui fabriquait toutes les pièces mécaniques, assemblait les moteurs, risque par contre de disparaître dans les années à venir. Les grands secteurs de presse où l'on emboutit les tôles, la soudure et la carrosserie demeureront. Elles sont appelées à subir des modifications de méthodes de travail substantielles, l'automatisation des lignes de presse, l'installation de lignes entièrement robotisées. Même s'ils sont maintenus, ces ateliers emploieront donc beaucoup moins de monde dans les années à venir.

Il y a en plus un élément de prévision qui nous échappe : les futures voitures comporteront beaucoup plus de parties du véhicule

en matières composites, à base de nouveaux matériaux, assemblées selon de nouvelles méthodes qui entraîneront encore certainement des milliers de suppressions d'emplois.

D. — L'une des premières réalisations pour moderniser Peugeot-Sochaux a certainement consisté à détourner la rivière qui traversait le site. La direction du groupe a exigé le paiement de ces travaux par les fonds publics. Comment les travailleurs admettent-ils que ce soient leurs impôts qui financent ces transformations ?

J.-M. — La rivière détournée permettra de construire sur le terrain ainsi dégagé de nouveaux ateliers robotisés. Ces travaux vont être étalés sur trois, quatre ans. Ils vont coûter des sommes fantastiques, que Peugeot ne veut pas payer intégralement. Le groupe a donc présenté le plan de transformation de l'usine aux



Déjà 17 000 suppressions d'emplois depuis 1979 à Sochaux.

collectivités locales, en ne s'engageant à payer que 30 % des frais. Il a tenu un véritable chantage à l'égard des collectivités publiques concernées : « Ou vous payez les travaux et nous nous engageons à ne supprimer que 5 000 emplois, ou vous ne payez pas et dans ce cas, il y aura au moins 12 000 suppressions de postes sur le site. »

Les élus locaux ont, eux, accepté le chantage « pour préserver l'emploi ». Dans les ateliers, de nombreux travailleurs tirent la simple conclusion qu'ils risquent de payer des impôts supplémentaires avec une chance de plus de toute façon, de se retrouver à la rue dans les années à venir.

D. — Mais pouvait-on faire autrement ? Une autre politique était-elle vraiment possible ? Penses-tu que les élus de la région pouvaient, par exemple, largement informer la population, organiser des réunions et faire

partager la volonté de ne fournir les crédits demandés qu'à la condition expresse du maintien des emplois ?

J.-M. — Il est sûr, en tout cas, que les élus de gauche n'ont pas cherché à mobiliser les travailleurs face au chantage. Ils ont voulu résoudre le problème en bons gestionnaires. Ce qui exclut évidemment de s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs, et conduit à aménager, un peu plus encore, un système déjà en crise et qui la reproduit à nos dépens.

D. — Revenons maintenant sur les licenciements qui ont déjà eu lieu dans le groupe Peugeot. Il n'y a pas eu jusqu'à présent de licenciements secs. Toute la palette des méthodes dites douces a été utilisée...

J.-M. — Oui, le site de Sochaux a connu environ dix-sept mille suppressions d'emplois depuis 1979. Les licenciements ont été déguisés par tous les moyens. Arrêt de l'embauche, renvoi des travailleurs intérimaires qui étaient pour l'essentiel des travailleurs immigrés, vagues de contrats FNE pour les ouvriers de cinquante-cinq ans et plus. L'année 1985 a vu un contrat ONI (Office national de l'immigration) pour le « retour au pays » qui a concerné 1 600 travailleurs de l'usine, soit près de 7 000 personnes sur l'aire urbaine de Montbéliard. Un nouveau contrat ONI vient d'être ouvert, mais il connaît un succès très faible. Il n'y a plus de contrat FNE, mais des licenciements « volontaires » pour les ouvriers de plus de cinquante-cinq ans qui resteront inscrits à l'ANPE jusqu'à l'âge de soixante ans.

Certains secteurs sont appelés à subir de substantielles modifications des méthodes de travail.



Jean-Michel — Peugeot tient tout d'abord à son image de marque dans le pays de Montbéliard. L'usine de Sochaux demeurera donc l'usine mère du groupe. Ceci dit, les nouveaux investissements vont entraîner de profondes transformations en ce qui concerne la technologie qui est utilisée ici. Sochaux comptait plus de quarante mille salariés à la fin des années soixante-dix ; elle en regroupe vingt-cinq mille aujourd'hui. Ce chiffre ira de toute évidence vers les quinze mille dans les années à venir. Un directeur de Renault déclarait que chaque sortie de nouveau modèle s'accompagne d'un formidable bond technologique en avant ; pour un patron, ceci est évidemment synonyme de suppressions d'emplois.

D. — Peux-tu détailler un peu ces transformations ? La fabrication d'un modèle



VOYAGE DANS LA NOMENKLATURA

L'usine connaît parallèlement à cela des vagues de chômage technique, tous les ans à peu près.

D. — Ces méthodes sont différentes de celles utilisées par la direction du groupe PSA chez Talbot ou Citroën ; là, les licenciements dits secs ont été volumineux, et massifs.

J.-M. — Oui, il y avait dans ces cas-là, de manière évidente, volonté de revanche. La direction du groupe voulait casser le mouvement de dignité des travailleurs im-

duction, du point de vue des conditions de travail, des qualifications ouvrières, de l'état d'esprit des ouvriers face à la hiérarchie, par rapport à l'usine. Quelles sont les conséquences des nouvelles technologies dans l'ensemble de ces domaines ? Pour y voir plus clair, prenons par exemple la question de la formation, de la qualification professionnelle.

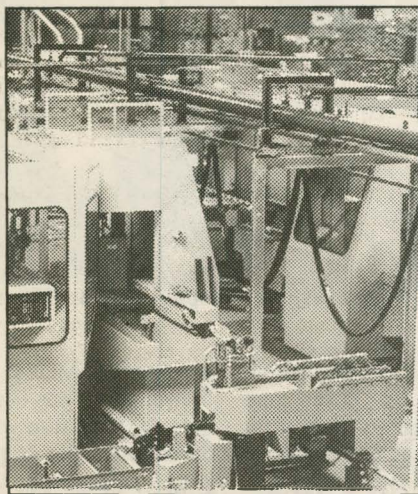
J.-M. — Peugeot consacre des pages de propagande aux investissements réalisés

besoin que de 200 personnes pour 100 OS.

Des centaines, voire des milliers d'emplois seront donc supprimés. Ceux qui seront envoyés en formation seront triés après avoir subi des tests dans le centre de Sochaux. Ils sont essentiellement issus de la maîtrise ou des milieux ouvriers professionnels. Les OS sont bel et bien exclus en masse de l'accès aux nouvelles technologies.

D. — Peut-on dire que l'arrivée des nouvelles technologies introduit de nouvelles divisions dans le collectif ouvrier ? En ce qui concerne par exemple la sortie du nouveau modèle « D 60 », ceux qui seront formés à cet effet le savent déjà, ceux qui ne le seront pas le savent aussi... et leur avenir est plutôt flou. Ne faudrait-il pas, dans ce cas, revendiquer le droit à une formation égale pour tous ?

J.-M. — C'est un axe de revendication important. La lutte syndicale a d'ailleurs souvent amené, lors de conflits ou de débats, l'exigence de ne plus être OS à vie. L'accès à la formation professionnelle est une re-



Des ateliers « flexibles et automatisés ». Ici, à l'usine de Dannemarie.



La police au service d'une grande famille.

migrés lors des grèves de 1982.

Il n'y a pas eu de luttes de ce type à Sochaux dans les années quatre-vingt. Et donc, pas de revanche à prendre. La direction de PSA tient enfin et, par-dessus tout, à son image de marque dans le pays de Montbéliard. Nous sommes dans une région de mono-industrie. Des vagues de licenciements massifs risqueraient fort de soulever une partie de la population ouvrière... Et il y a des traditions historiques qui sommeillent par ici. Ce risque paraît sans doute inutile à prendre pour la famille Peugeot... Elle évitera les licenciements tant qu'elle le pourra.

D. — La modernisation du site pose, dit-on, de sérieux problèmes revendicatifs. Qu'est-ce qui change à partir de l'introduction des nouvelles méthodes de pro-

duction dans la formation du personnel. Ce qui n'est pas dit, c'est qu'il y a les heureux élus, mais aussi les exclus des nouvelles technologies.

Les usines de l'automobile ont été ces dernières décennies de formidables concentrations d'OS. La sortie d'un nouveau modèle en 1987 sera l'occasion d'un nouveau bond technologique. Une hausse de la productivité importante accompagnera son lancement. Ceci sera obtenu avec des ateliers nouveaux, des lignes de robots ou des lignes automatiques et d'autres personnels. Il y aura beaucoup moins d'OS. Un directeur de chez Citroën signalait que, pour une capacité de 1000 véhicules par jour à la fin des années soixante-dix, une ligne de ferrage occupait 700 personnes, dont 600 OS. Sur les prochaines lignes mises en service, il n'y aura plus

de revendication ancienne. On est contre le fait d'être OS à vie. On est pour une formation dans l'usine.

Mais il faut un sacré nivellement. Difficile à dire combien de salariés travaillent pour l'empire, tant les montages sont complexes.



FEODALITE MULTINATIONALE

Peugeot, troisième, quatrième ou cinquième groupe industriel français, selon les résultats annuels des principales entreprises du pays, est le prototype même de la dynastie industrielle qui a bien vieilli. Elle existe depuis cent cinquante ans. « Nos ancêtres ont travaillé pour créer quelque chose à partir de rien », déclarait Bertrand Peugeot à deux journalistes de l'*Humanité-Dimanche* qui l'astico-taient, à propos de l'utilisation des fonds de la famille. Ce rien est devenu un super quelque chose. Le groupe rivalise avec la Régie Renault... aux dépens de celle-ci, ces derniers temps. Après quelques années où les comptes du groupe automobile étaient au rouge, PSA a renoué avec le profit. Sa cote a rejoint les sommets sur les marchés boursiers.

Combien de salariés travaillent exactement pour la famille Peugeot ? Difficile à dire. Entre 150 000, 200 000 ou beaucoup plus, selon la méthode employée pour définir les frontières de l'empire. La prise en compte des petites entreprises sous-traitantes mènerait encore plus loin...

Constructeur d'automobiles, Peugeot est également un spécialiste des cycles, mobylettes, de la mécanique, de l'arme-

ment, des machines ou des outils. C'est également — et même avant tout — une puissance financière : banque, société de crédit, de transport de véhicules et de marchandises.

Si vous consultez les documents officiels indiquant l'identité des principaux actionnaires du groupe PSA, vous découvrez des noms de sociétés bizarres. 34,62 % du capital sont ainsi détenus par les Etablissements Peugeot-frères (sic !), la Française de participation financière et la Société foncière financière et de participation. Ce sont là les sociétés purement familiales. Aucune n'est cotée en Bourse et nul n'y siège s'il n'est un Peugeot pur-sang ou un proche. Le conseil d'administration est Peugeot sans partage. Rien que des cousins : Roland, Alain, Jean-François, Antoine, Bertrand...

Il y a peu, 14 % du capital étaient encore détenus par le groupe Chrysler. Ils viennent d'être « restitués ». A qui ? A la famille ou à des actionnaires sûrs. Mais nul ne le sait, hormis les intéressés. Enfin, 10 % du capital appartiennent au groupe Michelin, l'autre multinationale familiale française, avec laquelle Peugeot est liée. Une multinationale qui figure aussi

parmi les premiers groupes de l'Hexagone.

Tout cela permet à la famille de contrôler étroitement le groupe PSA et de récolter une part substantielle des fonds nécessaires, environ 60 % du capital, en faisant appel à l'épargne publique, sous forme d'actions cotées en Bourse.

Une féodalité familiale, dont les pouvoirs dans la région de Sochaux-Montbéliard s'étendent bien au-delà des murs de l'usine. De l'école aux logements, en passant par les transports et le réseau routier, peu de choses leur échappent et elles disposent de moyens qui permettent de s'offrir les services des technocrates les plus en vue. Il en va ainsi de Jacques Calvet, PDG de PSA, et figure de pointe des managers de l'Hexagone, qui met hors de combat le PDG précédent, Jean-Paul Parayre, jugé trop peu rentable « financièrement » par la famille Peugeot.

La dynastie Peugeot, ce sont enfin des alliances financières, industrielles et familiales. On connaît ses liens avec Michelin, mais elle possède aussi des participations dans la Morgan Garanty Trust. Ses relations avec la banque Lazard sont solides et elle est liée avec les Schlumberger-Seydoux.

Pierre-Marie Balcou

veau de conscience pour maintenir cette revendication face au système. Tous savent qu'il y aura peu d'élus et beaucoup d'exclus. Beaucoup ont un sentiment d'impuissance par rapport au processus qui est engagé. « On ne peut pas obliger

Peugeot à former 1 000 personnes à travailler sur une ligne de robots. S'ils n'en ont besoin que de 100, ils n'en formeront que 100. »

D. — Cette réaction est-elle automatique, inéluctable ?

J.-M. — Les travailleurs

n'admettent pas que des milliards d'investissements dans l'usine aboutissent à des milliers de suppressions d'emplois. Mais il y a tout de même un côté fataliste, en ce qui concerne la crise. Ils savent que l'industrie automobile ne sera plus, dans les années à venir, un grand employeur d'OS, contrairement au passé. Plein de gens cherchent donc aujourd'hui des issues de rechange.

Les immigrés qui repartent au pays... C'est une défaite globale pour le mouvement ouvrier. Mais les gens disent : « Oui, mais avec les robots, on n'a plus rien à faire ici. » Les travailleurs de cinquante-cinq ans qui acceptent de partir de l'usine, en courant s'ils peuvent encore courir, se disent qu'il n'y a plus rien à faire dans ce cadre-là.

Peut-on s'opposer aux patrons tout-puissants ? Peut-on contrer leurs plans ? Oui ! On peut donc poser le problème de la



« Travaille et tais-toi », la devise des Peugeot. Il faut encore que les travailleurs acceptent de jouer le jeu.

formation pour tous en même temps que l'on revendique zéro licenciement. Les deux choses sont d'ailleurs étroitement liées. Les travailleurs voudraient bien être formés. Mais il faut aussi que l'emploi soit garanti. Les patrons veulent bien négocier la formation pour des gens qui seront licenciés. Au bout de la formation, c'est toujours l'ANPE.

Tout cela reste donc dans le cadre de l'affrontement, face à face avec le patronat.

D. — Mais le problème reste : comment combattre les licenciements. On ne peut pas uniquement dire qu'il faut se préparer à se battre... contre les licenciements futurs. N'est-il pas possible de reconstituer l'unité des travailleurs, ceux qui sont mis à l'écart des stages, les femmes, les immigrés, de tous les autres en disant : rien ne justifie que la direction ait le monopole de ce qui s'apprend et en exigeant le contrôle d'une formation professionnelle pour tous.

J.-M. — Tout est question de rapport de forces et de niveau de conscience pour arriver à ce qu'un tel problème soit ressenti par l'ensemble des salariés. Ce n'est pas le cas aujourd'hui. Obliger un patron à former des ouvriers dont il n'a pas besoin me paraît être une exigence supérieure à celle qui amène à faire grève pour 500 francs d'augmentation. Cela nécessiterait un niveau d'affrontement nettement plus élevé.

D. — Parlons un peu des cercles de qualité mis en place à Peugeot-Sochaux. Une centaine environ. Quelle est leur fonction ?

J.-M. — Le but est de rompre avec la pratique du « Travaille et tais-toi ! ». Il s'agit d'intégrer les travailleurs à la production. D'ob-

tenir des gains de productivité et de qualité. Il n'est pas question, évidemment, de discuter des salaires par exemple, dans un cercle de qualité.

Ceux qui vont dans les cercles de qualité acceptent donc de « jouer le jeu » avec la direction Peugeot.

D. — Tu veux dire qu'il rejoignent les patrons ? Doit-on les considérer dans ce cas comme des jaunes ? N'y a-t-il pas aussi un aspect utilitaire dans leur démarche : que faire d'autre ?

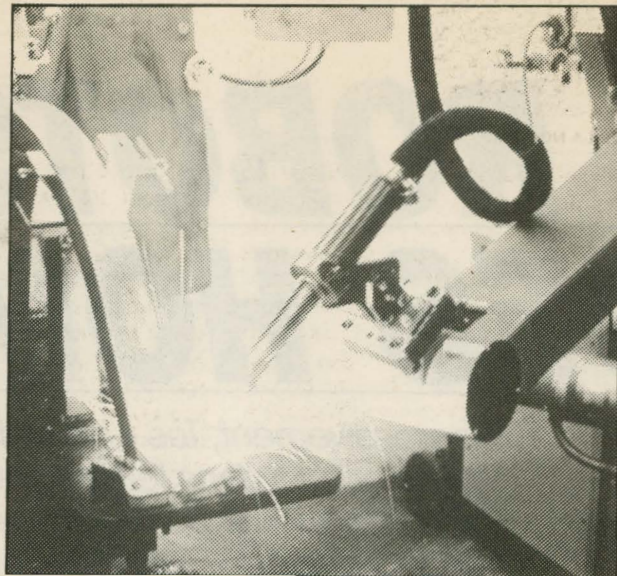
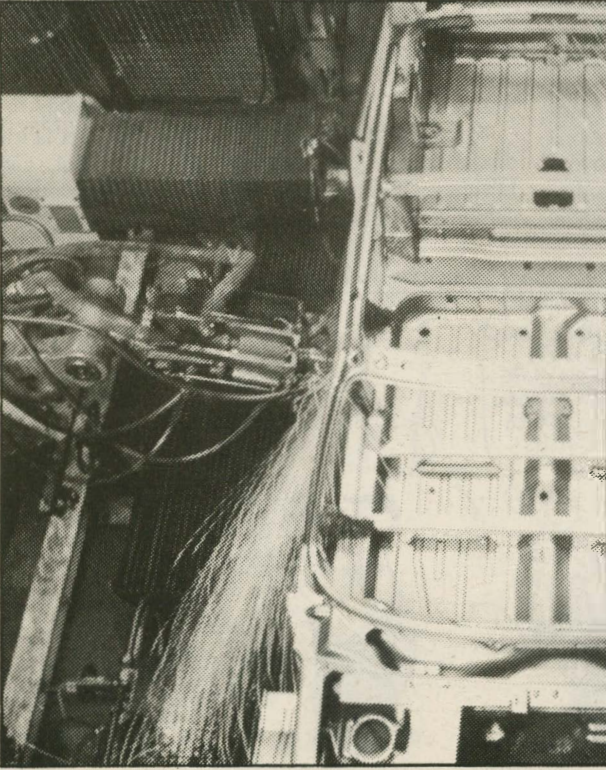
J.-M. — On peut penser que ceux qui vont dans les cercles acceptent bon an mal an le fonctionnement du capitalisme et ses conséquences dans l'usine, qu'ils votent pour les syndicats jaunes dans l'usine. Dire que ce sont des inconditionnels de Peugeot serait, ceci dit, mettre la barre un peu haut. Ce sont des gens qui ne voient pas d'autres

solutions. Des gens qui ne se rendent pas compte qu'il faut refuser le système en bloc. S'il y a d'ailleurs une « brebis galeuse » dans un cercle de qualité... elle sera vite exclue du processus, remplacée par quelqu'un de plus docile.

D. — Certains camarades, avec lesquels nous discutons, expliquent qu'il ne faut pas rester passifs face au développement des cercles de qualité. Ils pensent qu'il faut les détourner du sens que leur donnent les patrons. Ils proposent en quelque sorte de dire : la qualité, bon, on n'est pas contre, mais elle exige telle ou telle amélioration des conditions de travail et du personnel en plus... Ceci afin de faire prendre en compte les revendications collectives des travailleurs.

J.-M. — Ceci pose en gros le même problème que celui de la formation tout à

Les patrons veulent bien négocier la formation pour les licenciés. Mais après, c'est l'ANPE.



« L'OP peut être aussi cariste ou remplacer quelqu'un d'autre. »

l'heure. C'est une question de niveau de conscience. Appeler les travailleurs à rentrer dans les cercles de qualité pour court-circuiter les desseins de Peugeot nécessiterait un niveau d'organisation dans les ateliers beaucoup plus important que pour faire avancer des revendications élémentaires. C'est possible en théorie ; en pratique, c'est beaucoup plus délicat. Les cercles de qualité sont l'émanation du patronat. Ils sont contrôlés de A à Z par les patrons. Il en est de même, d'ailleurs, des tentatives d'expression collective des salariés mises en place par les lois Auroux. Si les membres d'un cercle de qualité dans un atelier se réunissent et disent : « Impossible de faire de la qualité avec ce rythme de travail et ces cadences-là... » le cercle de qualité concerné ne durera pas longtemps. Il sera dissout.

D. — Ce ne serait pas forcément une mauvaise chose, mais plutôt une bonne démonstration de la fonction réelle des cercles de qualité en question...

J.-M. — Le cas peut se produire pour un cercle, deux cercles, trois cercles. C'est peu sur une centaine. Si la direction se rendait compte qu'un processus est en train de s'enclencher, il est évident qu'elle réviserait ses méthodes. Ceux qui sont dans les cercles de qualité aujourd'hui sont d'ailleurs sélectionnés au départ. La direction ne choisit évidemment pas des oppositionnels au système, des « brebis galeuses ».

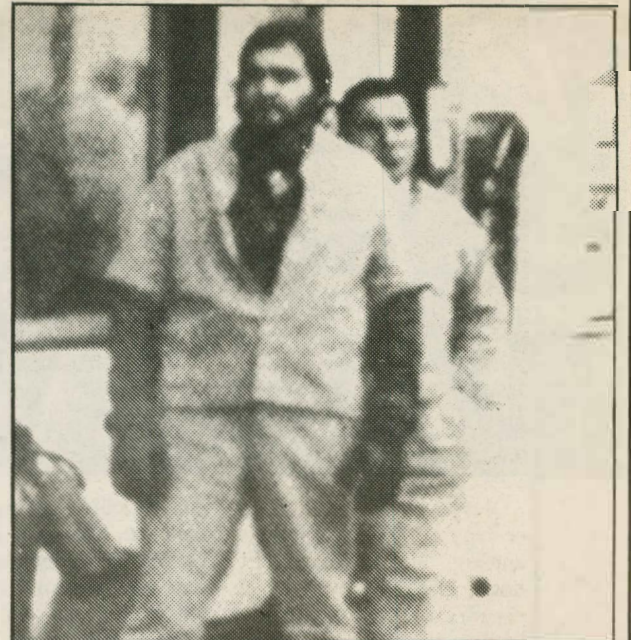
D. — L'automatisation transforme également l'organisation et la hiérarchie du travail. Dans le travail en modules, on assiste à un mélange des tâches et des qualifications : entretien, fabrication, contrôle de l'OS à l'OP. C'est très différent de la séparation stricte entre OS et OP sur les chaînes autrefois.

J.-M. — On peut parler d'un système d'organisation du travail très découpé et intégré à la fois. L'usine de Sochaux est en fait composée de plusieurs usines.

proques qui doivent être tenus.

D. — Mais tu parles parfois d'une division du travail qui va encore plus loin que ça. Avec la remise en cause de la fabrication traditionnelle et du travail de l'ouvrier professionnel. Ce que tu appelles le travail en module, c'est une situation où les tâches de chacun ne sont plus clairement définies. L'ouvrier professionnel peut être amené à faire des tâches de fabrication et inversement. Cela peut avoir des conséquences contradictoires : intégrer les travailleurs qui ont l'impression de former une équipe soudée au fonctionnement de l'usine ou bien alors, supprimer les divisions entre OS et OP, renforcer leur unité revendicative...

J.-M. — Cette forme de travail en module a certainement relativisé les divisions entre OS et OP. D'autant plus que depuis quelques années maintenant, de nombreux OP se sont vu « offrir des places sur les chaînes » et sont revenus à la production. Le module comme je te l'ai déjà dit, fonctionne effectivement comme une petite PME. Si un jour quelqu'un n'est pas là, absent pour une raison ou une autre, c'est le module qui se répartit le travail de l'absent. L'ouvrier pro-



Un empire spécialisé dans les méthodes antisyndicales. Ici, l'intervention d'un commando en 1973.

D. — C'est dans ce but que la direction donne des objectifs de travail. Il y avait auparavant une masse indifférenciée de gens qui produisaient. Maintenant, on essaie en quelque sorte de diviser tout le monde en unités intégrées avec des buts, des objectifs individualisés.

J.-M. — C'est cela. Chaque secteur reçoit par exemple les pièces du secteur qui est en amont et s'engage à fournir un certain nombre de pièces garanties en qualité et en quantité au secteur qui se trouve en aval. Ce sont des engagements réci-

professionnel peut être aussi cariste ou remplacer quelqu'un d'autre encore. Cela fonctionne essentiellement ainsi dans les ateliers de tôlerie ou de soudage. Là où il y avait le plus grand nombre d'ouvriers professionnels par rapport aux OS. Mais de nouvelles formes d'organisation sont encore à venir. Le nouveau modèle D 60 sera aussi l'occasion d'une extension de la robotisation. Elle ira avec.

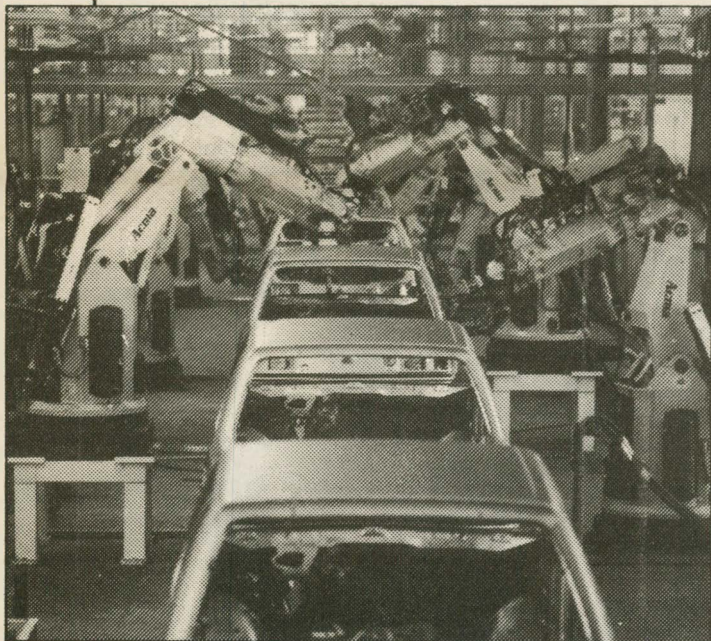
Propos recueillis par notre correspondant Dominique Mezzi

DES ROBOTS ET DES HOMMES

Progressivement, les « nouvelles technologies » font leur entrée dans les usines. Le groupe PSA se présente même comme un modèle de réponse au « défi robotique ». Mais, pour les dynasties en place, il ne s'agit pas d'améliorer les conditions de travail mais, au contraire, de supprimer des postes.



L'électronique permet l'apparition et la multiplication des robots.



Symboles du travail à la chaîne depuis des décennies, les usines de l'automobile sont aujourd'hui le royaume des nouvelles technologies, de la robotique, des cercles de qualité, et du travail en modules. Le groupe PSA se présente lui-même comme un modèle de « réponse au défi robotique¹ ». Dans les pages précédentes, il nous a semblé éclairant de remettre une date et des noms sur les discours et les figures de la classe dominante, avant de parler nouvelles technolo-

gies. Celles-ci révolutionnent en effet pas mal de choses. A l'exception, pourtant, des rapports de pouvoir et de qui les exerce. Dans l'usine, et en dehors. L'entretien de nos deux camarades de Sochaux en est aussi un témoignage.

Il est vrai que les patrons de l'automobile ont une sacrée habitude des méthodes et des technologies nouvelles. André Citroën est connu comme ayant été un « patron moderne » en France. Il croyait fermement au taylorisme, à l'organisation du travail ouvrier pour une production de masse. « La première voiture sortie de la chaîne de montage en 1919 et Citroën rendit publique sa décision de construire 30 000 véhicules. On lui rit au nez en lui disant que c'était impossible. Or, non seulement Citroën

L'épopée du fordisme

Sacrées bagnoles ! Ford inventa le fordisme. Avant lui, Taylor s'était mis en tête de définir une « organisation scientifique du travail » (OST), qui séparait à l'extrême la conception des produits et leur réalisation. L'intellectuel et le manuel. La production était elle-même atomisée à l'infini, chaque ouvrier « spécialisé » — d'où le terme OS — dans une tâche minime, réputée simple, identique et répétée à l'infini.

Malin, Ford améliora le système, afin de le rendre encore plus rentable. Perpétuelle recherche des gains de productivité ! Il inventa le convoyeur qui apportait la tâche à réaliser à l'ouvrier, sur place, sans qu'il bouge. La chaîne était née, pour construire un produit uniforme ; la fameuse Ford T en ce qui concerne Ford. Une production de masse, conjuguée avec une politique salariale calculée pour que l'ouvrier ait — théoriquement — les moyens d'acheter ce qu'il produisait, donnait une touche

« progressiste » au fordisme. Voilà, en quelque sorte, un petit frère du keynésianisme. A la même époque, Keynes ne raisonnait pas au niveau d'une fabrique d'automobiles, mais de l'ensemble de la société. Il en concluait que si l'on voulait produire, donc offrir, il fallait assurer les ventes², garantir la demande, favoriser l'investissement et le crédit. Et si cela s'avérait nécessaire, assurer tout cela avec les moyens de l'Etat.

Tous les constructeurs automobiles furent tôt ou tard fordien, les Peugeot compris ! Et même si l'application de l'organisation scientifique du travail prit beaucoup plus de temps dans leurs usines que dans celles d'André Citroën... qui sont aujourd'hui les leurs.

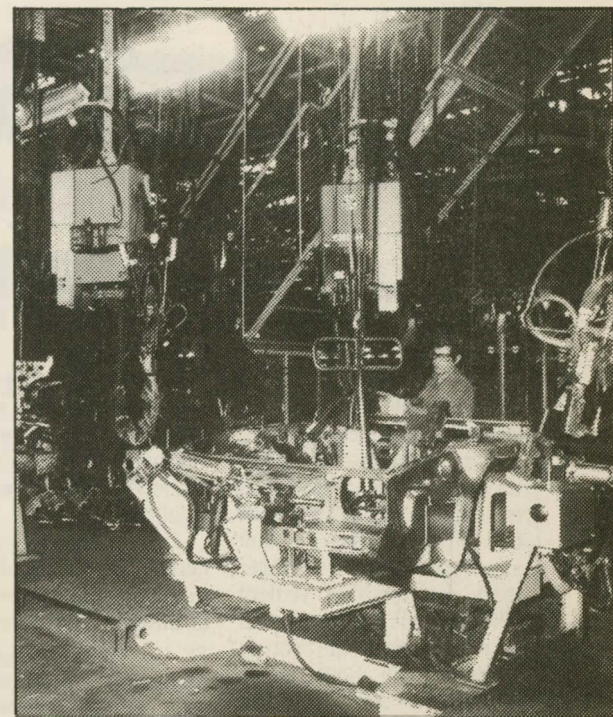
Puis le temps passa, et quelques décennies s'écoulèrent. La consommation de masse n'y put rien. Les investissements nécessaires à la production de véhicules toujours plus nouveaux et compétitifs coûtaient très, très cher. Les salaires des travailleurs et la protection sociale arrachés par des années de lutte, paraissaient être d'un coût toujours plus élevé aux patrons. Les deux se cumulèrent, et réduisirent dramatiquement la « rentabilité du capital » pour les bourgeois. Ce fut la crise ! Nous connaissons tous.

A quoi peut servir le fordisme dans ces cas-là ? D'autant, qu'aux yeux des capitalistes, celui-ci a aussi

engendré quelques dégâts. Des dizaines de milliers de travailleurs concentrés dans quelques grandes usines ont tendance à comparer, à s'unir, à lutter. Et le travail répétitif à l'infini produit la révolte. Mai 1968 s'explique également de cette façon. Ajoutez une dose de politique, une solution de gauche⁴ qui soit crédible après des décennies de gouvernement de droite et vous risquez un mélange déton-

nant. Si vous appartenez au cercle des privilèges du système, évidemment.

Le développement de l'informatique, de l'ordina-



Tous les constructeurs automobiles furent fordien.

teur permet enfin de relier le tout, de rentabiliser la marche des équipements avec une régularité qui se traduit en gains de productivité. La flexibilité est née aussi des capacités de la robotique, de la possibilité de construire, à tout moment en courtes séries, des produits variés, différents, adaptés à la demande. Bref, de produire flexible ! Voilà qui constitue l'idéal pour des patrons en ces temps de crise, quand les marchés se resserrent, quand la concurrence s'exacerbe entre constructeurs sur des créneaux identiques. Le tout a de quoi mettre le taylorisme en crise.

Produire flexible

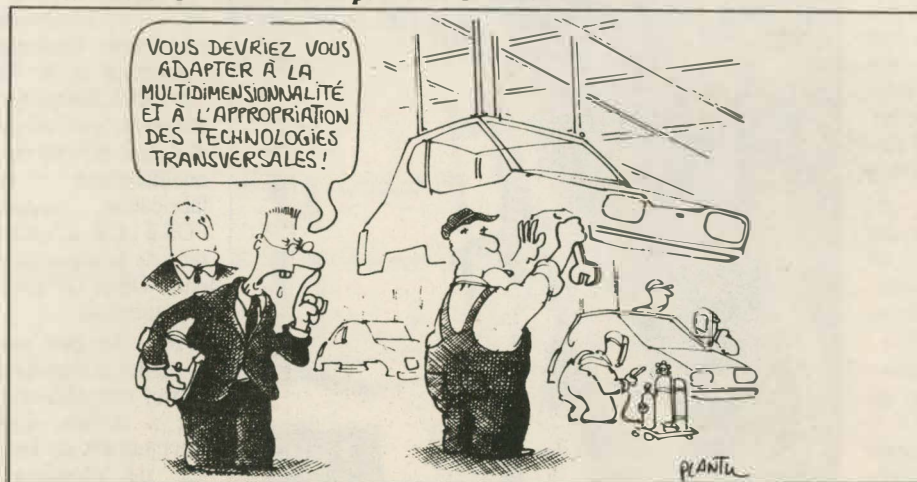
Pendant ce temps, l'électronique fait son apprentissage dans l'usine. Jusque-là, ces dernières ne connaissent qu'une mécanisation, allant de pair avec le fordisme. Les machines répètent à l'infini des gestes identiques, limités. Chaque bien produit nécessite ses propres machines, sa propre mécanisation, en quelque sorte, sa chaîne particulière.

L'électronique permet l'apparition et la multiplication du robot. Ce dernier s'avère susceptible d'intégrer, d'apprendre une infi-

Mais la maîtrise de la robotique exige de nouvelles connaissances, de nouvelles formations, de nouvelles qualifications. Dans le même temps, elle peut éliminer une série de postes de travail « simples » ou fastidieux et accroître la fatigue nerveuse et ou physique de ceux qui travaillent au sein de l'atelier automatisé.

Le groupe PSA baptise tout cela « les trois étapes d'une révolution ». Cette « révolution » est d'autant plus perverse qu'elle est sélective. Ceux qui n'ont pas accès aux formations indispensables à la maîtrise des nouvelles technologies en sont inexorablement écartés. Cela fixe clairement les

Dessin extrait de *Bonne année pour tous* de Plantu





VOYAGE DANS LA NOMENKLATURA

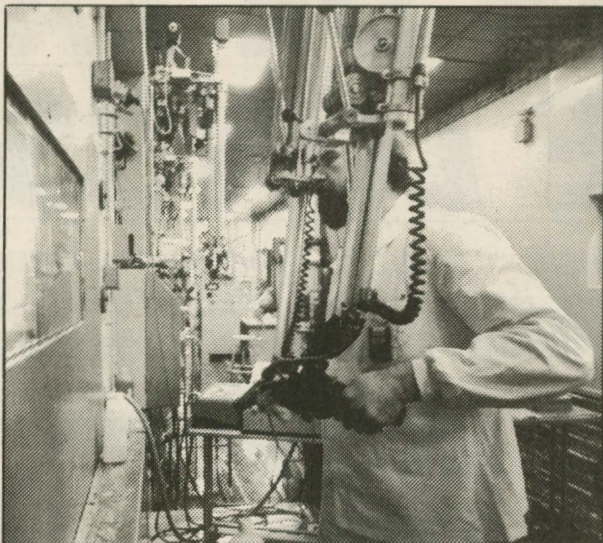
enjeux. Même si la lutte pour conquérir les droits à la formation pour tous risque d'être intense, elle risque de devenir tout simplement synonyme de droit à l'emploi.

Intégrer les travailleurs

De la mécanisation à l'électronisation, la modernisation indiscutable des outils se double d'une transformation des rapports de travail dans l'usine. De nombreux patrons sont aujourd'hui convaincus que les gains de productivité qui leur sont indispensables résident dans « l'exploitation de la matière grise » des travailleurs⁶, qu'il est temps d'abandonner les méthodes d'organisation tayloriennes les plus rétro⁷, pour lier travail intellectuel et manuel. Ce faisant, ils veulent inciter les travailleurs à mettre à contribution toutes les ressources de leur réflexion pour parvenir à l'amélioration des biens qu'ils fabriquent.

Les succès de ces nouvelles méthodes seront autant l'expression de la crise du mouvement ouvrier que de la crise du taylorisme. La propagande patronale, cherchant à intégrer les travailleurs dans la recherche de la productivité et de la qualité des biens produits par « leur » entreprise, rencontre en effet d'autant plus d'écho que les solutions de la gauche officielle révèlent leur faillite. Les « groupes d'expression » mis en place par les lois Auroux ne sont, en fin de compte, que la présentation « gauche » des cercles de qualité mis en place par les patrons. A force de confondre l'un et l'autre, la direction de la CFDT proposait d'ailleurs,

Nouvelles technologies ou pas, le droit à l'emploi reste le signe de la vraie modernité.



De nombreux patrons veulent gagner plus en exploitant la matière grise des travailleurs.

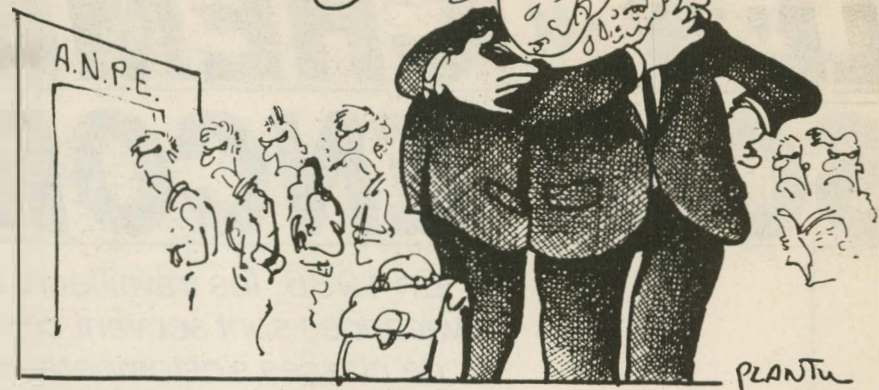
il y a peu, de ne plus parler que des cercles de qualité...

En temps de crise, la robotique accélère nécessairement le drame de l'emploi. « La concurrence américaine et japonaise oblige à un incessant effort de compétitivité, lit-on dans la brochure du groupe PSA, le Défi robotique. Seule la robotisation permet d'atteindre le niveau requis de gains de productivité sans lesquels la production et l'emploi se trouveraient à court terme menacés. » Les records du cynisme patronal ordinaire sont battus. Voilà la robotisation censée préserver l'emploi alors qu'elle est utilisée aujourd'hui justement dans le seul but de gagner en productivité et donc, de supprimer des postes.

Nouvelles technologies ou pas, l'esprit patronal ne se dément pas : la bataille pour le profit est prête à contourner tous les obstacles. Relisez André François-Poncet en 1928 (voir page 2) : « Le néo-capitalisme est souple, instruit,

perfectible, pour lui, l'acquisition du gain n'est pas tout, car il est pénétré de la notion de sa responsabilité sociale,

LES JEUNES NE CROIENT PLUS À RIEN!!
MÊME PAS À NOTRE 143^e PLAN
ANTI-CHÔMAGE!!



Dessin extrait de *Bonne année pour tous* de Plantu.

du sentiment de la solidarité (sic !) de tous les éléments de la production. »

Michel Morel

1. Selon le titre d'une brochure publiée par PSA.
2. Un financier de génie, André Meyer. Cary Reich. Belfond.
- André Meyer, dirigeant de la banque Lazard des années

vingt, était le banquier d'André Citroën.

3. A l'inverse des libéraux d'aujourd'hui qui prétendent assurer l'offre, pour garantir la demande...

4. On ne s'étonnera pas si le développement des cercles de qualité en France date du début des années quatre-vingt. L'Union de la gauche, le Programme commun avaient déjà

sérieusement perdu de leur crédit.

5. Il existe bien sûr des types différents de robots. Certains ont des capacités très limitées et sont programmés une fois pour toutes.

6. Selon les termes mêmes des spécialistes des nouvelles méthodes de travail.

7. Et non pas l'intégralité du taylorisme, s'entend.

ARCHEOS ? NOUS ?

Le droit à l'emploi reste à conquérir. Tout comme, deux cents ans après la Révolution française, l'abolition des privilèges. Et l'on voudrait nous faire passer pour « rétros »...

Impossible de demander à la quête forcenée du profit de quelques-uns, d'entraîner le bien-être de tous. Impossible, à l'heure du libéralisme et de la modernité, de tenter de concilier les préoccupations de la classe dominante avec les nouvelles inquiétudes sociales qu'éveille l'avancée des nouvelles technologies. Ces pages illustrent cette impossibilité d'un exemple des plus cyniques qui soit : le développement de la robotique, qui remplace le travail humain au moment où des millions d'hommes restent sans travail.

Non. Pas plus que les nouvelles technologies en général, les robots ne constituent une solution, un moyen de sortie de crise. Contrairement à ce qu'avancent certains bons esprits. Ils ont par contre toutes les chances aujourd'hui de rester un facteur qui accentue les dégâts du chômage au cœur de la crise. Car le développement du parc de robots dans les pays industriels n'en est qu'à ses débuts. Le gros est évidemment devant nous.

Même au Japon, dont les performances étonnantes doivent très peu aux technologies de pointe et presque tout à la « révolution » mise en œuvre dans ce pays, au cours des années soixante-dix et qui concerne les méthodes d'organisation du travail. C'est ce qu'on a nommé le fameux modèle

japonais, fait d'intégration et de flexibilité.

Le développement de la robotique est l'avenir quotidien des prochaines années. En France, on évaluait le nombre de machines-outils à commande numérique à 10 500 en 1980 et 35 000 environ en 1985. Ce qui ne représente encore que 5 % du parc total de machines. On en prévoit environ 60 000 pour 1990. Le nombre de robots à proprement parler est, lui, beaucoup plus faible. On en évaluait le parc à 3 800 environ en 1985, les intentions d'achat pour 1986 étant estimées à 600. Le tout représente en gros quelque huit à dix robots pour 10 000 salariés dans l'industrie.

L'essentiel des compressions d'effectifs dues à la « modernisation industrielle » est donc à venir. Elles s'étendront d'ailleurs au secteur tertiaire. Le seul à continuer de créer des emplois ces dernières années, tandis que le secteur industriel en supprimait.

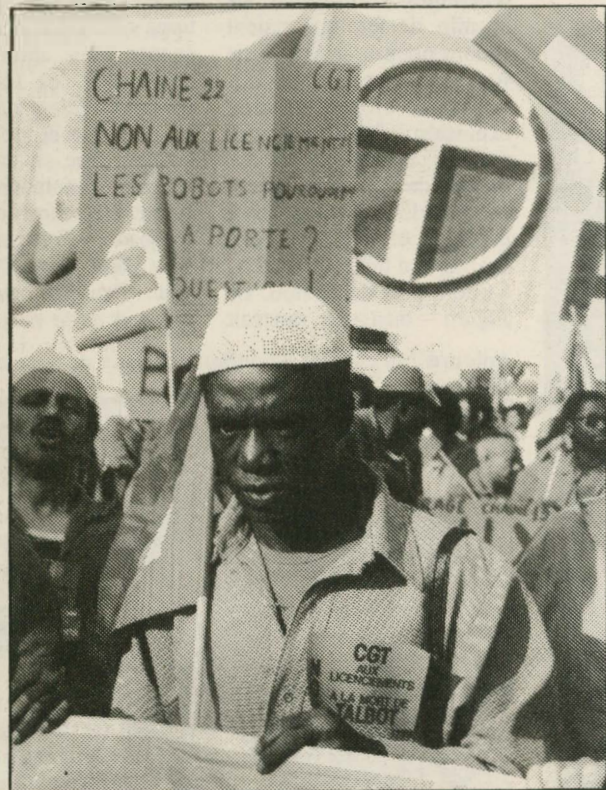
La lutte pour le premier des droits de l'homme, le droit à l'emploi, restera donc dans les années qui viennent, le premier des combats. Et ce, alors que le développement des nouvelles technologies permettrait d'alléger le travail de ses tâches les plus ingrates, de faciliter la diminution du temps de travail de tous afin que tous bénéficient du

droit au travail. Ce qui reste, selon nous, le seul sens possible du progrès.

Cette préoccupation-là demeure évidemment le dernier des soucis de la classe dominante et des dynasties qui la composent. La vogue échevelée du libéralisme qu'elle alimente ces dernières années en est une preuve supplémentaire. Rien de neuf. Elle était capable des mêmes réflexions, des mêmes suggestions, des mêmes attitudes au début de ce siècle. Comme l'illustre le discours des années vingt, que nous avons ressorti, pour l'occasion, des archives. La chose n'est pas banale. Cette classe-là reste en bonne partie composée, nominalement, de ceux qui la composent depuis des lustres. L'apostrophe de Voltaire, adressée à d'autres — « Vous ne vous êtes donné que la peine de naître » — garde une certaine saveur. L'abolition des privilèges, arrachée par la Révolution il y a bientôt deux cents ans, reste donc à conquérir.

Et par un curieux tour de passe-passe, l'idéologie officielle voudrait faire passer pour « rétros » ceux qui, comme nous, font ces simples constats. Et pour modernes, ceux qui les cachent ou les voilent. Effectivement, la bataille n'est pas nouvelle, qui oppose les exploités aux possédants. Les robots n'y peuvent rien changer. Elle reste la seule façon d'être moderne.

Raphaël Duffleaux



LES « CHEMINS DE LA VIE » SONT ENCORE LONGS

En 1936, les travailleurs imposaient le droit à la paresse. Cinquante ans plus tard, les vacances sont souvent considérées comme le symbole d'une société où les différences de classes s'estomperaient. L'histoire des centres de vacances des jeunes permet de revenir sur terre.



Six heures trente. Deux cars arrivent dans le centre de vacances et déversent leur chargement d'enfants et d'adultes. Les mômes, qui vivent toute l'année en banlieue, se retrouvent là chaque année. Descendus du car, ils attendent, le visage fatigué par le voyage. Les plus jeunes jettent des regards vaguement inquiets vers les adultes qui les accompagnent. Ils restent bien groupés. Les grands, les douze-treize ans, roulent des mécaniques.

Les valises sont vite sorties du car. Il suffit de les soulever pour se faire une idée de ce qu'elles contiennent, et même du niveau économique de la famille. Pour deux mois, certains n'ont qu'un sac de sport et une paire d'espadrilles. Situation difficile pour les parents mais aussi pour les enfants. Combien de fois entend-on : « Cette année, c'est mon tour de partir avec ma petite sœur, l'an prochain ce sera celui de mon frère » ?

Un enfant sur deux aujourd'hui ne part pas en vacances. Même si, selon une enquête de la Jeunesse au plein air¹ en décembre 1985, 70 % des enfants interrogés en centre de vacances sont satisfaits et désirent y retourner, le droit aux vacances, acquis par tous les travailleurs en 1936, ne concerne guère les enfants.

Savent-ils d'ailleurs l'importance de 1936 ? Non, bien sûr. Et puis quel intérêt pour eux ? Pour les adultes, vivant en 1986, 1936 signifie pourtant une amorce des temps nouveaux dans les domaines les plus divers. L'obtention de la semaine de quarante heures et les

douze jours de congés payés ont permis aux travailleurs de découvrir des notions qu'ils ne connaissaient pas. Ceux qui ont touché leur « salaire de loisir » pour la première fois à cette époque s'en souviennent comme du moment le plus important de leur vie. « Désormais, à côté de leur temps de travail, un temps nouveau apparaissait, celui qu'ils pouvaient vivre à leur guise² ». Et c'est ainsi qu'un immense besoin de tout connaître, de tout voir, de tout obtenir, a surgi dans toutes les consciences. C'est, peut-être, ce qui, à la lecture des documents de l'époque, frappe aujourd'hui le plus.

Loisirs et licence

Comble de l'ironie pour certains, un sous-secrétariat d'Etat aux loisirs fut même créé par le gouvernement du Front populaire. « Le loisir, privilège d'une minorité prenait soudain une dimension sociale, le repos et le plaisir du loisir devenaient le droit de tous. » Léo Lagrange, responsable de ce sous-secrétariat, se faisait une idée assez précise de sa charge. « Qu'est-ce au fond, disait-il, que ces loisirs à l'organisation desquels un sous-secrétariat va présider ?

« Le moment le plus important de leur vie. »



Les conquêtes de 36 ont fait découvrir aux travailleurs des notions qu'ils ne connaissaient pas.

Au sens ordinaire, loisir est un sens infinitif qui veut dire : « Il est permis de... ». Il vient du latin *licere*. Le loisir est donc proprement la licence, la permission de temps demeurant libre. » *France-Soir* du 14 juin 1936 notait : « Il s'apparente à ce qu'on appelle une permission dans l'armée. » Quelle référence !

Le droit au loisir ne fut qu'une des lois sociales adoptées à l'époque. Il y avait aussi les conventions collectives, la semaine de quarante heures — enfin !

avec des nuances. Le tout fut ressenti comme une conquête arrachée grâce à l'obstination des travailleurs même si la réduction du temps de travail fut partiellement concédée pour stopper l'émergence d'autres revendications.

La loi sur les congés payés donnait également droit à un billet de transport populaire, à prix réduit. Une condition indispensable pour que les salariés puissent bénéficier de leurs vacances. A l'époque, cette mesure fit l'objet de longues tractations. Le gouvernement dut négocier avec les différentes compagnies de chemin de fer, qui étaient encore privées, la SNCF ne voyant le jour qu'en 1938.

Dans le droit fil de cette explosion de nouveautés sociales, apparurent les auberges de jeunesse. Entre 1933 et 1936, leur nombre passa de 45 à 229 et celui des nuits d'hébergement de 6 000 à plus de 26 000. Le *Figaro* — déjà — se rangeait

du côté patronal et martelait des titres vengeurs comme celui du 14 juin 1936 : « Les congés payés coûteraient douze à treize milliards à l'industrie et au commerce. »

Le sens de la dignité

En tout cas, « les travailleurs ont désormais le temps de se donner une culture libre et vivante », écrivait une brochure du Centre confédéral d'éducation ouvrière. Reste qu'il fallait créer les structures *ad hoc*. Le 23 juillet 1936, un comité interministériel des loisirs était constitué. Il cherchait à définir l'ensemble des besoins dans des domaines aussi variés que le sport, les beaux-arts, les conférences, la musique, la peinture, les musées, le cinéma, le théâtre. Travaillant en liaison avec le Commissariat au tourisme populaire et les auberges de jeunesse, Léo Lagrange en définissait la démarche, le 10 juin 1936, sur les ondes de la Voix de Paris : « Nous voulons que l'ouvrier, le paysan, le chômeur trouvent dans les loisirs la joie de vivre et le sens de la dignité. »

Lagrange ne chercha pas seulement l'appui des associations. Il sollicita également l'aide des organisations syndicales, ce qui avait encore pour autre objectif de contrer les travailleurs qui demandaient aux centrales plus que ce qu'elles estimaient être en mesure de négocier. La manœuvre se parait évidemment d'effets lyriques : « Pour mettre debout cette œuvre immense, pour l'animer du souffle puissant de la vie populaire,

Aujourd'hui encore, un enfant sur deux ne part pas en vacances.



Loisir prend aussi le sens de : « Il est permis de... »





SOLEIL A CONQUERIR

je compte sur la collaboration de toutes les organisations qui existent et notamment celles de la classe ouvrière.»

On imagine mal aujourd'hui à quel point la réalité des vacances surprit les adultes de l'époque qui n'avaient pas l'habitude d'être « payés à ne rien faire, d'être payés sans travailler ». Beaucoup d'ailleurs restèrent incrédules, ne sachant que faire de leur temps libre. Les associations touristiques, culturelles, les mouvements de jeunesse tentèrent de combler le vide, en orchestrant massivement de nouvelles activités. Certaines organisations politiques se transformèrent de facto en foyers éducatifs, leur but moins avouable étant toutefois de canaliser la combativité ouvrière, de contrer la radicalisation.

Les vacances des enfants, elles, n'avaient pas le même goût de nouveauté. Ce qui n'empêcha pas le nombre d'enfants partant en vacances de connaître une croissance prodigieuse. La notion de loisirs devint alors tellement banalisée que le besoin d'envoyer les enfants découvrir d'autres horizons se fit plus nettement sentir.

Le besoin banalisé

En outre, la scolarité obligatoire jusqu'à quatorze ans, décrétée par le ministre de l'Education nationale, Jean Zay, devait obliger les municipalités et organismes divers à organiser des départs en vacances massifs. Dès 1937, deux cent mille enfants partaient. Un saut dont on mesurera l'ampleur quand on saura que la structure d'accueil collectif dans

les familles, mise en place par le pasteur Bion en 1878, n'en avait jamais absorbé autant. Vingt-cinq mille enfants seulement avaient par exemple pris des vacances en 1905.

Dans CEMEA, qu'est-ce que c'est ?³, Denis Bordat, alors enfant, raconte sa



La nouveauté en 36 nourrit une floraison d'innovations.

première expérience en centre de vacances. C'est l'atmosphère du départ qui le frappa le plus. « Je me revois enfant en 1936, écrit-il, sur la place de la mairie de ma ville de banlieue. Tous mes parents sont là qui, eux, n'ont jamais vu la mer, et moi je vais partir en vacances à la plage pour la première fois. Et ils me disent tous : "Tu regarderas bien comment c'est, et tu nous raconteras..." »

Les départs massifs d'enfants imposèrent immédiatement trois objectifs aux organisateurs des centres de vacances. Il fallait bien nourrir les adultes qui encadraient et permettre aux enfants de devenir bien portants afin de combattre toutes les maladies, dont la tuberculose. Ces cibles ne pouvaient être atteintes que

si les lieux d'accueil existaient. C'est à ce moment que les associations et les villes se mirent à acheter des murs, à restaurer, à inaugurer. « Certaines municipalités ouvrières de la région ont découvert depuis quelques années qu'il n'était plus possible de laisser la

gestion des centres de vacances au seul bon vouloir des œuvres charitables. Elles achètent des châteaux abandonnés par leurs occupants, les mettent à la disposition des enfants des travailleurs », se souvient Gisèle de Failly⁴.

Mais ces locaux étaient mal adaptés aux besoins. Les immenses réfectoires et dortoirs pouvaient accepter jusqu'à sept cents enfants, mais cela imposait une discipline de fer. Et puis, les installations s'avéraient souvent vétustes. Gisèle de Failly écrit encore : « On tassera les lits, souvent de simples paillasses. Les installations sanitaires, quand elles existeront (parfois de simples feuillées et quelques robinets dans la cour) seront insuffisantes. » Autant de remarques qui ne sont pas, aujourd'hui, cinquante ans plus tard, totalement dépassées.

Les conditions d'accueil de l'époque étaient certes médiocres, mais il existait un enthousiasme et un dynamisme véritables. Les travailleurs croyaient en des choses qu'il n'osaient auparavant qu'à peine espérer. « Les centres de vacances en 1936, c'était d'abord une

conquête de la classe ouvrière et ceux qui encadraient ces centres avaient pleinement conscience de participer, dans une atmosphère de fête, à cette conquête. »

Enthousiasme et dynamisme

Il fallut aussi trouver du personnel en nombre suffisant. On exigeait de lui qualité et compétence. Bref, il fallait inventer une formation, une pédagogie qui soit autre chose que la reproduction de la surveillance en internat. Au départ, les adultes qui s'occupaient des enfants ne possédaient aucune spécialisation et étaient plutôt des individus bons à tout faire. « Les chauffeurs de cars, par exemple, restaient à la colonie pour encadrer les enfants. On comptait souvent un adulte pour cinquante gosses. C'était en général de vieux militants, dans la vie desquels la colonie de vacances allait être une étape importante. » Du côté de l'encadrement, les normes se sont, depuis lors, quelque peu améliorées. Aujourd'hui, le ministère de la Jeunesse et des Sports impose un adulte pour un maximum de douze enfants.

La nouveauté en 1936 suscita, nourrit une floraison d'innovations, de propositions diverses. L'idée d'une formation spécifique pour s'occuper des enfants, en dehors de l'école, germa assez vite. « Transformer l'éducation, même à une échelle réduite, prouver que cette transformation était possible afin qu'elle puisse se répandre, telle était la voie dans laquelle je cherchais une issue à travers n'importe quel détour », écrit G. de Failly dans le numéro 301 de la revue *Vers une éducation nouvelle*.

La maturation de ces réflexions devait aboutir en 1937, date à laquelle eut lieu le premier « stage » organisé par quatre associations : les Eclaireurs de France, la Fédération française des éclaireurs, Hygiène par l'exemple et la Ligue française de l'ensei-

gnement. Une nouvelle époque était née, celle de la reconnaissance des besoins spécifiques des enfants et de la mise en place de structures adéquates.

Une nouvelle époque aurait pu naître, celle de la reconnaissance des droits de la classe ouvrière et, pour les enfants, celle de la possibilité d'aller en centre de vacances, comme on va à l'école. La politique aurait aussi pu enfin se fonder non plus sur le bénévolat et l'assistance à autrui, mais sur une prise en compte globale, organisationnelle et financière du droit de chacun au loisir.

Nouvelle époque ?

Mais dans ce domaine comme dans d'autres, le bilan ne peut ignorer les capitulations du Front populaire face au patronat. D'aucuns disent que les orientations de 1936 ne purent être conduites à terme à cause de la guerre. Est-ce vraiment la seule raison ? Les travailleurs attendaient une autre voie. Ils ne cherchaient pas seulement à recueillir des miettes qui, de toute façon, allaient disparaître sous la pression des possédants. Les centres de vacances ne firent pas exception.

1936 introduit les congés, la semaine de quarante heures pour... presque tous. Mais les droits acquis alors se sont peu à peu érodés. Un seul exemple l'atteste. Le financement des vacances des enfants par les organismes sociaux est passé de 50 % en 1945 à 6,6 % en 1956, et enfin, à moins de 1 % en 1986. Depuis cinquante ans, les politiques en faveur de l'enfance se sont succédées, les efforts de pédagogie multipliés, mais sans jamais être suivis d'un effort financier comparable. Régulièrement

Régulièrement, les militants de l'Education nouvelle alertent l'opinion.



La loi sur les congés payés donnait également droit à un billet de transport populaire.

les organisateurs et les militants de l'Education nouvelle alertent l'opinion. Mais, sans une mobilisation sociale, sans un changement profond de société et de mentalités (et pas seulement sur la question des vacances, pour éviter toute équivoque) les appels des éducateurs resteront lettre morte.

En 1973, le *Manifeste éducatif* déclarait : « Cet instrument essentiel de l'éducation que nous appelons colonie scolaire et que l'on retrouve sous des formes diverses et partielles dans les colonies de vacances, la communauté d'enfants et quelques collectifs de loisirs ou de travail est parfaitement au point et peut être mis en place du jour au lendemain. » Appliquer cette orientation signifie une toute autre conception de l'égalité de l'enfance, partie prenante d'un tout autre projet de société. Or, cet autre projet n'était, de toute évidence, ni celui des vainqueurs de 1936, ni — mais c'est une lapalissade — du gouvernement actuel.

Juliette Merville

1. Jeunesse au plein air est un mouvement qui rassemble plus de vingt-cinq associations.
2. Extrait du livre de Benigno Cacérès, *Allons au devant de la vie. La naissance du temps des loisirs en 1936*. Petite collection Maspéro.
3. *Les CEMEA, qu'est-ce que c'est ?* Excellent livre de Denis Bordat sur les centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active. Ces associations pédagogiques sont nées dans le contexte des conquêtes de 1936 et ont été le creuset de multiples réflexions. Aujourd'hui encore, elles jouent un rôle essentiel dans l'organisation des stages de formation.
4. Gisèle de Failly est l'une des initiatrices du Mouvement de l'éducation nouvelle, apparu en 1936. Son témoignage a notamment été consigné dans un numéro de 1976 de la revue des CEMEA, *Vers une éducation nouvelle*.

MEME LE SABLE COUTE CHER...

Les Français ne peuvent pas dire « Famille je vous hais ». Ils n'en ont pas les moyens. Pour 42 % d'entre eux, se couper des parents signifierait renoncer à la possibilité de partir en vacances. C'est aussi cela la « France qui modernise ».



Tous les salariés, la loi est formelle, bénéficient de cinq semaines de congés payés. Seulement, il y a bénéfice et bénéfice, et plus de vingt-cinq millions de résidents de l'Hexagone ne partent pas en vacances. Ce qui représente 42 % de la population totale.

Triomphante, l'INSEE annonce que, depuis 1964, de plus en plus de Français quittent leur domicile, que le taux de départs augmente annuellement de 1 %. Il faut néanmoins savoir que les statisticiens se font une drôle d'idée du départ. Dans le fameux taux, ils comptabilisent les individus qui ont, au moins une fois, quitté leur domicile pendant quatre jours. Bref, vous allez voir votre grand-mère malade à Trifouillis, et l'honorable institut vous enregistre comme vacancier.

Ces précautions prises, la France est toutefois, avec la Grande-Bretagne, le pays de la Communauté européenne où, quand l'été arrive, on se lance le plus facilement dans les bouchons autoroutiers, à la recherche d'un peu de vert ou de la grande bleue.

Les vingt dernières années ont été marquées par une diffusion assez large des modes de loisirs jusqu'aux cadres supérieurs et aux professions libérales. Et si, entre 1964 et 1983, on est passé de

vingt à trente millions d'estivants, c'est en grande partie parce que les ouvriers et les exploitants agricoles se sont mis à profiter de leurs vacances. Aujourd'hui, 55 % des ouvriers et 22 % des exploitants agricoles partent, contre respectivement, 44 et 11 % il y a vingt ans.

A la plage...

Le saut est, certes, impressionnant, mais les différences sociales, c'est une lapalissade, continuent d'être criantes sur les plages. D'abord, un ouvrier qui part en vacances reste en moyenne vingt-quatre jours hors de chez lui, alors que le personnel d'encadrement de son entreprise prendra, avec sa petite famille, trente-neuf jours par an. Ces durées sont relativement stables et on note peu d'évolution sur les deux dernières décennies. Attention, les patrons de PME, au courant des statistiques, pourront tenter de vous faire pleurer sur leur sort. Selon l'INSEE, ils ne partent en général que vingt-trois jours par an, c'est moins que les ouvriers, mais c'est tellement mieux !

Le comportement des vacanciers, comme la durée des séjours, est peu sujet à évolution. Les années passent, les agences de voyage fleurissent, tout comme les constructeurs de résidences

secondaires. Mais seuls 5 % des ouvriers possèdent une maisonnette à la campagne ou à la plage (la plupart du temps à crédit sur vingt ans et en simili-préfabriqué) tandis qu'un cinquième des cadres est propriétaire d'une chaumière, d'un chalet ou autres murs folkloriques.

Les séjours à l'étranger ne font guère recette dans l'Hexagone, et quand on risque malgré tout la grande

solutions, et 60 % d'entre eux se réfugiaient chez les parents ou sur les campings. Les différences de revenus sont évidemment encore plus visibles dans la pratique — pour le moins différenciée ! — des sports d'hiver.

... ou au ski...

Le ski s'est, entend-on dire à tout bout de champ, démocratisé. Reste qu'en 1984, moins de 5 % d'ouvriers sont déjà montés sur des planches contre 15 % des cadres. Le fractionnement des congés payés en plusieurs tranches à différentes saisons de l'année est certes de plus en plus courant. Ces vacances complémentaires, d'une durée moyenne d'une semaine, tendent à être ressenties comme indispensables. Il n'y a plus guère que les exploitants agricoles pour refuser de « débrayer » en dehors de l'été. En 1982, 77 % des ouvriers, des petits commerçants et environ

d'âge et vous obtenez une famille traditionnelle en France.

Du coup, les organisateurs de voyages, de circuits, les agences et les comités d'entreprises peuvent s'arracher les cheveux : 8 % seulement des séjours en vacances sont organisés. Et les spécialistes du tourisme n'ont placé que 1,3 million de séjours l'an dernier. La clientèle ? Certainement pas les jeunes. L'Hexagone partage cette particularité avec les autres pays latins d'avoir des jeunes fervents du système D, ce qui les différencie nettement des Suédois, Néerlandais, Allemands et autres Nordiques, beaucoup plus amateurs de la vie de groupe. La clientèle des agences de voyage est donc majoritairement âgée. Encore qu'il faille être prudent : seulement 31 % des plus de soixante ans ont quitté, l'an dernier, leur lieu de résidence. Le droit aux loisirs pour les retraités n'est toujours pas acquis.

Mais la raison essentielle



Les congés payés, le droit à la qualité est loin d'être acquis.

évasion, on ne va pas bien loin : en Espagne d'abord, en Italie ensuite, au Maghreb enfin (13 % des séjours à l'étranger). 15 % seulement des résidents français ont, en 1984, traversé la frontière, 16 % chez les patrons et 19 % chez les ouvriers. Paradoxal ? Non. Comme tout le monde, les immigrés rentrent chez eux à la faveur des congés payés.

Pour plus d'un tiers des foyers, en effet, les vacances sont avant tout l'occasion de retrouvailles avec le reste de la famille ou les amis. En dehors de ces séjours conviviaux ou familiaux, c'est le porte-monnaie qui décide du lieu de séjour. Et, à ce niveau, les différences sociales ne font que s'accroître. Austérité oblige. En 1984, plus de 42 % des cadres se retrouvaient soit à l'hôtel, soit dans leur résidence secondaire, soit encore louaient une maisonnette pour l'été. Côté ouvriers, ils étaient deux fois moins nombreux à opter pour ces

90 % des cadres supérieurs et des patrons ont quitté leur poste de travail, entre novembre et avril. Mais les mots conservant leur sens et vacances ne signifient pas départ, seul un quart des Français quittent leur domicile l'hiver. Là encore, la plupart du temps, pour aller fêter Noël ou une autre fête en compagnie des proches.

... préférence familiale

Toutes catégories sociales et toutes saisons confondues, 42 % des séjours se font de toute façon sous les toits familiaux, 12 % sous la tente ou en caravane... Il ne reste plus beaucoup de place pour les autres formes de « décompression ». En outre, les foyers préfèrent, dans leur grande majorité, rester unis pendant les temps libres. Ce sont les moins de quatorze ans et les trente-quarante ans qui partent le plus. Recoupez les deux tranches

de ce goût, plus que mesuré, pour les voyages organisés est leur coût. Beaucoup d'observateurs optimistes estiment que la crise n'a pas affecté les formes de vacances. C'est faire bon marché des soirées d'hiver que les familles passent à chercher le meilleur rapport qualité-prix. Un seul exemple : la majorité des bénéficiaires de la cinquième semaine des congés payés a décidé de la passer à la campagne. C'est pas cher et c'est vert ! La moyenne des dépenses de location pour une famille de cinq personnes, en haute saison, à la campagne, est de huit cent francs ! Mais il est un autre chiffre qui devrait entamer l'optimisme de l'INSEE, c'est la nette progression des séjours en famille. 42 % en 1985, cela représente 10 % de plus qu'en 1977.

Les Français n'ont pas encore dit : « Famille, je vous hais ». Ils n'en ont pas les moyens !

Flora Chénétier

Louer une place sur un terrain de camping exige un niveau de revenu dont bénéficient de moins en moins de Français.



UN REVE ETRANGLE

Le tourisme populaire a connu ses heures de gloire. Elus du mouvement associatif, syndicalistes, militants de l'éducation populaire s'y sont investis. Mais, à la faveur de la crise, les villages de vacances vieillissent sur pied et les associations font faillite.

Et si le tourisme populaire était encore trop cher ? Les associations comme Village-vacances-familles, l'ancien Tourisme et travail, Loisirs-vacances-jeunesse sont toutes dans la même galère. Le client se fait rare : le tourisme populaire ne représente que 25 % des séjours organisés qui eux-mêmes ne représentent que 8 % de l'ensemble des séjours vacances des Français.

Le marché a eu pourtant son heure de gloire. Du milieu des années soixante à la fin des années soixante-dix, le pouvoir d'achat des salariés a progressé, lentement mais sûrement. Les comités d'entreprise ont également profité de cette relative expansion économique. Face à la demande — solvable — de

Avec la crise, le budget vacances des Français s'est en effet sérieusement érodé. Celui des comités d'entreprise aussi. L'aide aux salariés et l'investissement dans la pierre se sont interrompus net. Les problèmes de gestion de plus en plus aigus ont fait naître de sérieux conflits au sein des associations. Les leaders traditionnels du tourisme populaire se sont heurtés aux velléités des gestionnaires appelés à la rescousse. Partout, la confrontation a fait des étincelles.

Les associations victimes

Face aux économistes compétents venus en renforts, les élus du mouvement associatif, syndicalistes chevronnés ou vieux

est aujourd'hui en souffrance de restauration. Et le nombre de lieux de séjour inutilisés faute d'avoir été rénovés à temps est impressionnant.

Vers l'enterrement ?

Mais le coup de grâce est certainement venu du gouvernement. Jusqu'en 1984, l'Etat a accordé aux villages de vacances des subventions ou des prêts bonifiés. Certes, d'année en année, depuis le début quatre-vingt, les dons se réduisaient comme peau de chagrin. La gauche n'a pas enrayé le mouvement, au contraire. Les caisses régionales d'allocations familiales ont aussi participé au financement, du moins jusqu'au 16 mars dernier. Depuis, il n'existe plus aucune aide institutionnelle. Le coût du lit s'est envolé vers des sommets inégalés. Une hausse de prix qui ne peut passer inaperçue. Auparavant, certains villages étaient financés par l'Etat ou autre collectivité à concurrence de 25 voire 75 % ! Autre conséquence immédiate du désengagement de l'Etat, le programme de construction est interrompu. Il n'y aurait de toute façon personne pour le prendre en charge.

Dans ces conditions, le tourisme populaire n'a peut-être plus longtemps à vivre. Il lui est de plus en plus difficile de rester concurrentiel face au secteur privé. Les associations ne présentaient pas trente-

six mille avantages au regard des ouvriers. Et leur argument de publicité, c'était leur coût, beaucoup plus que la volonté vague d'éducation des séjours qu'elles proposaient. « *Ne bronzez pas idiots* » est peut-être un beau slogan ; mais « *Six jours à la mer pour un prix défiant toute concurrence* », c'est encore mieux ! Aujourd'hui, pour arriver aux mêmes prix, les associations doivent se résoudre à une inhabituelle rigueur de gestion, renoncer à offrir certains services.

Les planches de salut existent mais ne sont pas nombreuses. L'une des possibilités techniques serait de passer des accords avec des hôteliers qui loueraient leur équipement. La relance d'anciens crêneaux d'activité semble moins prometteuse. Par exemple, les voyages organisés à l'étranger ont aussi connu leur heure de gloire dans les années soixante-dix. Mais la crise a amené les travailleurs à se serrer la ceinture, là comme ailleurs. La baisse du nombre de salariés partant à l'étranger a été considérable, plus de 60 % en l'espace de cinq ans.

Zone des tempêtes

Le tourisme populaire n'a pas vraiment de nouveaux horizons. Il n'a jamais séduit les jeunes et sa clientèle familiale est peu friande d'aventures. Quant au marché des gîtes ruraux, il est déjà bien occupé par des agriculteurs en mal de revenus complémentaires. Ces gîtes ruraux sont la

nouvelle coqueluche des revenus modestes et le tourisme voit là surgir un véritable concurrent.

De toute façon, les miracles n'existent pas. Une association qui ne dégage pas de bénéfices n'a guère d'autres moyens de survivre que les financements collectifs. Le tourisme populaire seul n'a pas les moyens d'être concurrentiel : dans le secteur touristique, la norme de bénéfices admise atteint à peine 2 % du chiffre d'affaires. Les associations non lucratives n'ont donc pas une marge de manœuvre énorme.

Si le gouvernement ou toute autre collectivité et organisme social n'intervient pas, les traditionnels clients de ces associations, salariés des comités d'entreprise, retraités bénéficiant des services sociaux de leur mairie, n'auront plus qu'à rester à domicile.

Le tourisme populaire est entré dans une zone de grandes difficultés financières. De nouvelles faillites semblent inévitables. Déjà, on a vu mourir les cercles Léo Lagrange, le Touring-Club et les bruits les plus alarmistes courent sur Villages-vacances-familles, pourtant filiale de la Caisse des dépôts et consignation, qui ne semble plus pouvoir gérer son parc d'installations. Après l'effondrement de l'an dernier, Tourisme et travail reprend, lui, du poil de la bête et cherche à se remettre à flots. L'ANCAV¹ remonte lentement la pente.

Mais, à l'heure où plus d'une organisation collective bat de l'aile, où l'aide aux loisirs collectifs n'est plus au goût libéral du jour, on peut douter qu'elle aille bien loin.

Flora Chénétier

1. Association nationale de coordination des associations de villages de vacances des collectivités locales des comités d'entreprise et autres collectifs. Anciennement Tourisme et travail.

Les associations de tourisme populaire ne veulent pas que l'on bronze idiot, mais n'ont guère les moyens financiers de nous en empêcher.



Chacun pour soi sur un terrain de camping, voilà bien la réalité du tourisme populaire aujourd'hui.

loisirs et sous la pression des sections syndicales qui se multipliaient au même moment, les comités d'entreprise ont accepté de s'occuper aussi des vacances.

En fonction de quotas, de barèmes divers, les familles, ou plus souvent les travailleurs et leur conjoint, recevaient une aide directe. Mais les comités n'ont pas négligé l'investissement dans la pierre. Les associations construisaient les villages de vacances, les comités achetaient le nombre de lits correspondant à leurs besoins, devenant ainsi copropriétaires des installations, par le biais de sociétés civiles immobilières. Les prémisses du « drame » étaient en place.

militants de l'éducation populaire, ne faisaient pas le poids. Peu ou prou, toutes les associations ont été victimes de ces douloureux conflits de pouvoir. Et dans la plupart des cas, les élus ont cédé le pas aux gestionnaires.

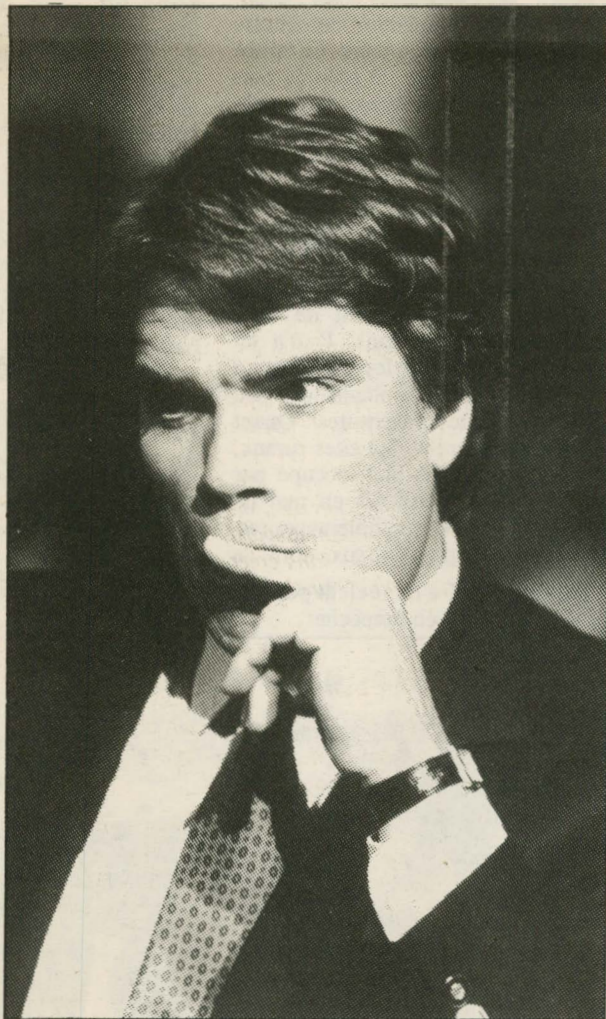
Une catastrophe n'arrivant jamais seule, au début des années quatre-vingt, les associations ont commencé à payer une politique qui était souvent à courte vue. Pour les associations, les locaux, dont elles étaient devenues propriétaires, représentaient une véritable charge. Aucun organisme ne peut se vanter d'avoir toujours prévu les provisions annuelles pour l'entretien de ces installations. Résultat, le parc des villages

LA MORALE DU DESPOTE

Bernard Tapie, en qui certains idéologues en vogue voient le symbole de la réussite moderne terrassant la lutte des classes, vient de pondre un livre au titre éloquent : « Gagner ». De quoi vous faire gerber, même si l'auteur cite Sartre et Voltaire.

Malheureusement, beaucoup de patrons donnent encore d'eux-mêmes une image morne, morose, triste. Les affaires, ce n'est pas seulement quelques sphinx en costumes trois-pièces grisâtres, attaché-case encore plus grisâtre, et voiture toujours plus grisâtre. » Ainsi parle Bernard Tapie, le Zarthoustra du patronat moderne, celui qui donne de la couleur aux PDG, à défaut de donner de l'emploi aux ouvriers.

Patron, oui, hautain et arrogant, encore plus.



Un livre pour dire que même toi, le consommateur de steak-frites moyen,

pays des bouffeurs de grenouilles...

L'enfance d'un chef

A l'instar de tous ces chefs fiers de leur réussite, Bernard Tapie se doit d'être fils du peuple, comme Maurice Thorez. « Quand on naît fils d'ouvrier au Bourget, il n'est assurément pas banal de s'envoler, quelque quarante ans plus tard, aux commandes de son jet... », dit-il dès la deuxième page. Et on l'imagine les pouces dans les bretelles, tirant sur son Davidoff. Détail dans le genre « vécu », nom de la collection où paraît l'édifiant ouvrage de ce patron-fier-de-l'être, « c'est dans les six mètres carrés de notre cuisine que ma mère préparait les repas, faisait la lessive et le repassage, cousait tous nos vêtements ».

Fin du premier message sur l'air de « J'en ai bavé pour en arriver là ». Mais, au fil des pages, Tapie continue à débiter les poncifs de patronage.

Il se sent chef. D'ailleurs il ne parle que de ça. Il entend démontrer que c'est légitime. Le stade ? « J'y ai appris qu'un chef n'est pas seulement celui qui commande, mais surtout celui qui donne l'exemple. » Chiche : suivons l'exemple des patrons qui licencient, licencions-les. « Le chef, le vrai chef, n'est jamais le caudillo, le führer ou le gauleiter, ou tout autre pantin sanglant... Non, le chef est celui qui paie d'abord de sa personne, écoute les autres et sait s'en faire écouter... Très vite, j'ai été capitaine de la plupart des équipes dans lesquelles j'ai joué... »

Les années passent, le chef grandit. Il parvient au sommet : « Je n'ai pas de conseil d'administration à réunir puisque le holding Bernard Tapie, c'est moi. Je n'ai pas de banquiers à appeler, nous travaillons en équipe, en commando. »

Etre leader, le septième des « commandements » de



« Je suis à la même place que Voltaire avec Dieu. »

Tapie. Cela tourne à l'obsession : « Même sans esprit de flatterie, des collaborateurs qui ont vu pendant dix ans leur patron avoir raison contre leur avis, voient peu à peu leur esprit de contradiction s'émousser... Un grand patron peut instaurer à son insu un véritable culte de l'irresponsabilité. » Devinez à qui il pense. « Je pense, sans fausse modestie, que je constitue moi-même un symbole pour mes employés. »

Après la célébration du culte du chef, l'armée et la naissance du guerrier, du chevalier d'industrie.

« L'armée, écrit Tapie, a ancré en moi la conviction que ce qui compte en l'homme c'est l'homme lui-même et non pas ses origines sociales (...) A l'armée nous revêtons le même uniforme, mangeons la même tambouille, partageons la même chambrée et les mêmes corvées. » Voilà, pour « gagner », et quarante ans après se retrouver aux commandes de son propre jet, il faut plier l'échine devant la hiérarchie sportive puis la hiérarchie militaire. « Comme à l'école, comme au stade, je me suis vite retrouvé dans le rôle d'un capitaine d'équipe, un chef de bande. »

L'armée et le samouraï

Littérature de gare, idéologie de quatre sous, et pourtant ça marche. La morale de guerrier, voilà comment Tapie en dispose : « Aujourd'hui, aux collaborateurs que j'embauche, je fais faire le parcours du combattant. Je sème les tessons de bouteille sur leur chemin, je les mets immédiatement dans la gadoue, je les envoie dans l'eau glacée à cent cinquante mètres de fond : c'est là qu'on voit ceux qui résistent et ceux qui se protègent ; ceux qui tiennent le coup et ceux qui craquent. » Le chef est né. Sieg Heil.

Tapie s'est forgé à la force du poignet. En 1962, sous le nom de Bernard Tapy, il enregistre un 45 tours qui comprend la

chanson du film *les Bérêts verts*, que les anti-impérialistes de l'époque interdisent dans les salles parisiennes.

Tapie donne également dans le genre histoire puante. Il faillit racheter les châteaux de Bokassa et fut ébréché par une sordide histoire de « Cœur assistance », un SOS-Médecins spécialisé dans l'infarctus. Fort peu sensible aux moyens, ce jeune homme aux dents qui rayent le parquet : « Seuls s'inquiètent du futur et pataugent dans l'angoisse métaphysique ceux qui ont perdu toute référence. » La sienne ? Le fric.

Poujade de retour

Le créneau choisi est celui du show-biz patronal, pour remplir un vide idéologique, redorer la notion de patron. Alors, Bernard Tapie donne dans la démagogie populiste, le genre Poujade qui fut la basse école pratique de Le Pen. « A l'époque, il était normal qu'un patron tape sur l'épaule d'un de ses employés en disant "ça va, mon p'tit gars". » Il aboutit lui-même à taper sur l'épaule de l'employé. Oh, pas de la main, il l'a trop blanche. Mais de la plume. Voici sa description quasi ethnologique de l'employé synonyme à ses yeux de perdant : « L'employé, aujourd'hui, est un Janus bifront ; il a à la fois le besoin d'être intégré dans une entreprise sécurisante — parce qu'il a peur de l'avenir — et le ferme désir de se singulariser ; il veut être englobé dans une équipe de gagnants et en même temps jouer les vedettes à part entière. »

Patron, oui, hautain et arrogant encore plus. Mais pas dans le genre Rolls Royce, attention ! « La première volonté est née de mon écœurement d'avoir vu longtemps des chefs d'entreprise se créer légitimement un luxueux train de vie [savourer le « légitimement », NDLR] mais arriver à un terme négatif, avec une société en liquidation (...) sans modifier d'un iota leur train

de vie ni toucher à leurs acquis. » Croyez-vous les impudents ? Eh bien Tapie, lui, joue jusqu'à sa cheminée dans ses grandes parties de poker industriel. Le risque c'est ça...

D'ailleurs Tapie et les patrons, ça ne colle pas : « J'en suis avec le CNPF à la même place que Voltaire avec Dieu. » Rien que cela ! Lui, son modèle, c'est le patronat nippon. « Le chef d'entreprise japonais se considérerait déshonoré s'il gardait sa maison de campagne, son bateau ou sa chasse alors que son entreprise serait en faillite. Si une partie du patronat français de droit divin continue de considérer que tant que l'affaire peut être pressée comme un citron, on le fait... c'est grave. »

Comme tous les parvenus, Tapie ne fait pas dans la dentelle. « Je ne veux pas faire de démagogie et jouer au patron au grand cœur, mais il m'est littéralement arrivé d'aller vomir dans les toilettes après une réunion où des licenciements avaient été décidés. » On admirera la formule impersonnelle : « où des licenciements avaient été décidés ». Lui, sans doute, était sorti vomir au moment du vote...

Non, non, il avoue plus loin : « Sur un effectif de 10 000 personnes qui constituent le groupe Tapie, je n'ai licencié en tout et pour tout... que 500 personnes. » Et alors ? 500, qu'est-ce que c'est ? Et encore, ils étaient tout petits... Comme pour en rajouter, notre Robin des bois s'empare contre les licenciements : « Le licenciement n'a jamais été une solution au redressement d'une entreprise. » Avec de tels hommes au sein du patronat, on se demande bien comment on arrive à l'astronomique décompte de trois millions de chômeurs !

Tapie, démago médiatique, vendeur de boniments patronaux dans un parapluie renversé, comme les vendeurs à la sauvette d'antan. Mais bientôt, c'est son ambition, Tapie maire de Marseille. Parce qu'en achetant l'OM, il investit dans la mairie... Poujade est revenu. Jean Lantier

« LE MONDE SERA BEAU »

Les idéologues en vogue professent un véritable culte de l'immédiat, du réalisme, voire du pur et simple cynisme. En regard, l'utopie, l'espérance émancipatrice, s'avère plus que jamais un indispensable antidote.



L'UTOPIE, ÇA C'EST MODERNE !

Dans trois ans, nous célébrerons le bicentenaire de la Révolution française. Cette commémoration se prépare dans un singulier contexte. Alors que la fin du XVIII^e siècle vit le formidable développement des utopies prémarxistes — Saint-Simon, Owen, Fourier — l'approche du second millénaire est, au contraire, marquée d'un rejet de tout projet par de très larges fractions de l'intelligentsia.

Il s'avère aujourd'hui de bon ton de proclamer la mort des idéologies, accusées de receler des tendances totalitaires. Au nom des abominations commises par les dictatures bureaucratiques de l'Est et de la lamentable faillite de la perspective social-démocrate, on voit progressivement s'affirmer un véritable culte de l'immédiat, du réalisme, voire du pur et simple cy-

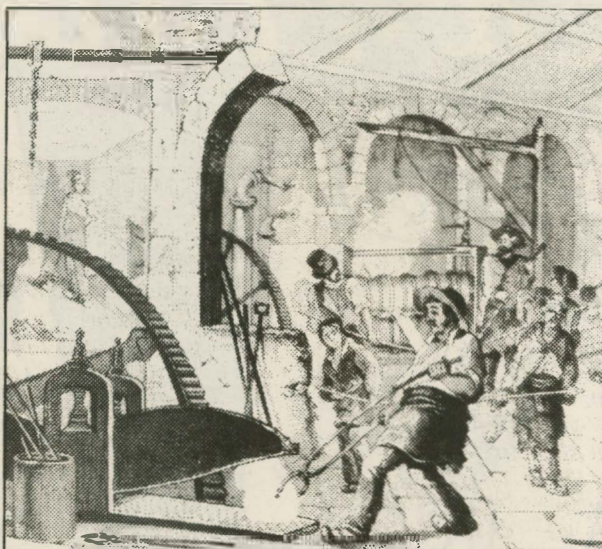
Deux cents ans après 1789, il y a toujours des Bastilles à prendre.



nisme. Ce qui débouche nécessairement sur une réhabilitation du système et de ses corollaires, la dictature de l'argent, l'affairisme, l'arrivisme, etc. Il y a deux ans déjà, Pierre Rosanvallon, nouveau prophète de cette adoration de ce qui existe, s'extasiait de la « fantastique révolution culturelle qui s'opère dans les relations entre les Français et l'argent ».

Maîtres-penseurs

On sourirait volontiers de l'ardeur de ces néophytes si leurs délires anti-utopiques ne servaient de paravent à



Notre projet s'inscrit dans la lutte séculaire des opprimés pour une société où règne la liberté.

une évolution encore plus dangereuse quoique infiniment plus discrète. Au sein de la droite libérale revenue aux affaires, il est à présent coutumier d'aller jusqu'à remettre en question la Révolution de 1789 et les philosophes du siècle des Lumières. La surenchère démagogique rivalise sur ce plan avec l'ignorance et l'on parle d'Oradour à propos de l'incendie de quelques villages vendéens ou de génocide à propos des victimes de la Terreur. La liberté — censée s'appliquer également à tous les citoyens — se trouve, dans la terminologie dominante, mise au pluriel. Comme sous l'Ancien Régime. Chacun disposait alors de ses libertés, c'est-à-dire de ses privilèges. Et que dire des notions d'égalité et de fraternité, quand les penseurs en vogue ne jurent que par le principe anti-égalitaire et par l'élitisme ?

Voilà la toile de fond réelle des froids discours technocratiques dont on nous abreuve quotidiennement. Derrière un Bernard Tapie promu au rang de symbole de « la France qui gagne et qui se modernise », c'est une morale de la haine et du mépris qui transparait. C'est le rétrécissement de l'esprit et le retour à une variante de tribalisme. C'est le triomphe des théories pernicieuses de Le Pen et du GRECE¹.

Seuls des naïfs pourraient s'étonner de pareille évolution. Car le libéralisme des années quatre-vingt, loin d'être l'expression d'un capitalisme triomphant, reflète un système en décomposition qui voit quelques dizaines de requins mondiaux de l'industrie et de la finance se livrer à une lutte

acharnée pour la maîtrise de nouveaux marchés. Cette guerre suppose de revenir sur bon nombre des grands acquis du monde du travail. Ce n'est ainsi nullement par hasard que refléurit maintenant la doctrine en vigueur au XIX^e siècle, lorsque l'ouvrier ne bénéficiait d'aucune protection et que son travail ne connaissait nulle limitation de durée.

Les raisins de la colère

Tel apparaît bien le paradoxe de cette fin de siècle. Grâce à une formidable révolution scientifique et technique, le monde pourrait parvenir à une incontestable abondance de biens. En 1982, la Food and Agriculture Organisation (FAO) affirmait que, dans son état actuel, l'agriculture planétaire pourrait facilement nourrir douze milliards d'êtres humains, alors que nous ne sommes présentement qu'un peu plus de quatre milliards. Cela n'empêche pas la misère et la famine de s'étendre régulièrement, jusqu'au cœur des métropoles occidentales.

Aux Etats-Unis, temple du capitalisme et bastion d'un libéralisme arrogant, on ne compte pas moins de quarante millions de pauvres (sur 230 millions d'habitants). Pour la seule ville de New York, capitale boursière du pays, trente-cinq mille clochards ont élu domicile sur les trottoirs. Et, comme au temps des Raisins de la colère, si admirablement décrits par John Steinbeck, des villes de caravanes et de tentes se dressent aux portes de Houston, Dallas ou la Nouvelle-Orléans.

Quant au tiers monde, comment ne pas parler, à l'instar de Fidel Castro, d'une troisième guerre mondiale s'y déroulant quotidiennement ? La dernière conflagration a fait cinquante-deux millions de morts. Or, on chiffre à cinquante millions le nombre des victimes annuelles de la malnutrition ou des maladies endémiques ravageant les pays dominés. C'est donc chaque année que les peuples de la « périphérie » paient aux lois du marché mondial un tribut analogue à celui occasionné, sur cinq ans, par la boucherie précédente.

Dans ces conditions, le socialisme, le combat pour un bouleversement radical du vieil ordre des choses, constitue-t-il une utopie ? On peut répondre par l'affirmative. C'est ici l'inévitable conséquence d'une situation où l'impérialisme se trouve à l'offensive et où des rapports de forces défavorables conduisent au recul des espérances émancipatrices, notamment au centre du monde capitaliste. Il en ressort que les révolutionnaires ont pour tout premier devoir de faire revivre chez l'homme son aptitude à rêver. Comme l'expliquait si bien Gramsci, du fond de sa cellule, au temps du fascisme triomphant en Italie : « Actuellement, le philosophe (de la praxis) ne peut que formuler cette affirmation générique et ne peut aller au-delà : il ne peut en effet s'évader de l'actuel terrain des contradictions, il ne peut affirmer, autrement que d'une manière générique, un monde d'où auraient disparu les contradictions sans créer immédiatement une utopie². »

Savoir rêver

Reste que cette utopie n'a rien de superflu. Elle s'avère même l'indispensable antidote de la résignation et de la passivité devant l'intolérable, le moyen de contrer les idéologues du chacun pour soi et de donner du socialisme une tout autre image que celle des bonzes du Kremlin. C'est l'un des traits fondamentaux du marxisme que d'avoir su lier l'analyse scientifique rigoureuse des mécanismes de la domination capitaliste et une visée utopiste et radicale. L'objectif ultime de la lutte prolétarienne moderne, le communisme, s'inscrit ainsi dans la lutte

séculaire des opprimés — des esclaves de Spartacus jusqu'aux canuts de Lyon — pour une société sans exploitation ni oppression, pour le règne de la liberté.

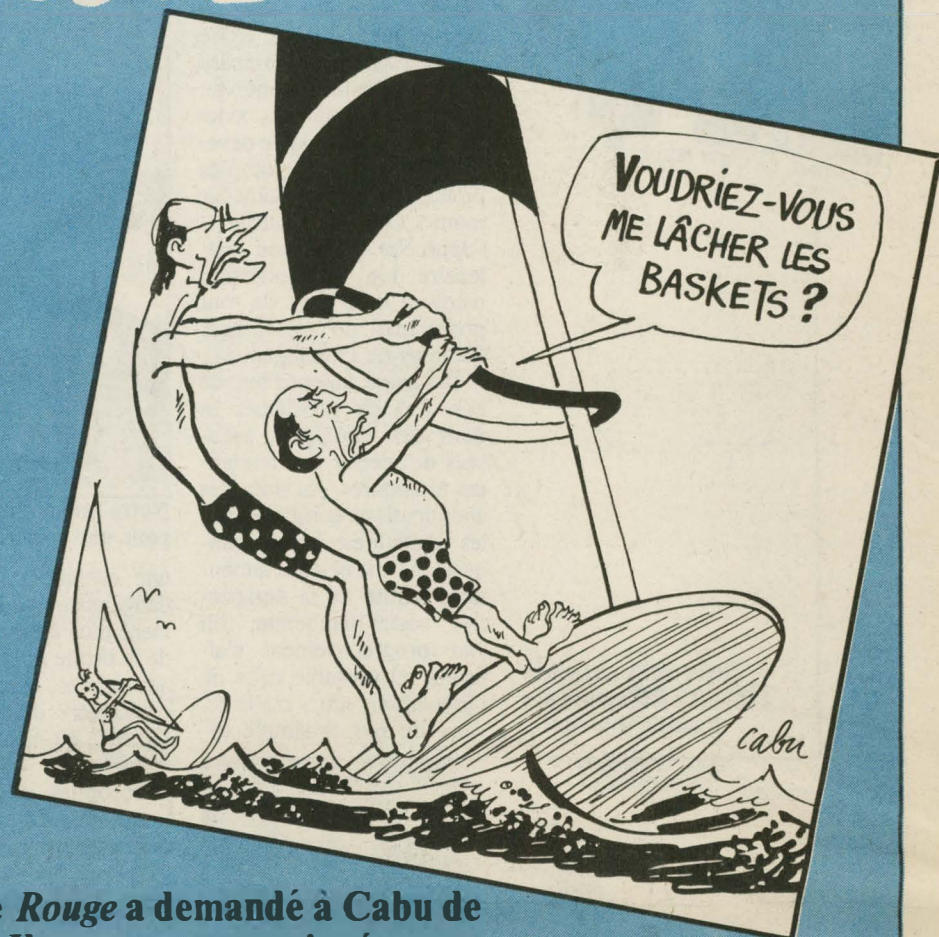
Redonner à présent cette dimension utopique à la théorie révolutionnaire constitue bien l'un des principaux moyens par lesquels il sera possible, demain, de restaurer la force et le crédit de la perspective socialiste. Un peu comme Engels le faisait, dans son célèbre discours d'Eberfeld : « Dans la société communiste, où les intérêts des uns ne sont plus opposés à ceux des autres mais associés, la concurrence est éliminée. Il est évident que l'on n'y parlera plus de la ruine de certaines classes, ni même de classe en général, de riches et de pauvres comme cela se fait de nos jours (...) Dans la société communiste, il sera facile de connaître aussi bien la production que la consommation : dès lors que l'on connaît la quantité dont un individu en moyenne a besoin, il est aisé de calculer celle dont un certain nombre d'individus a besoin, et comme la production ne sera plus entre les mains de quelques appropriateurs privés, mais dans celles de la communauté et de son administration, il sera aisé de régler la production d'après les besoins³. »

N'ayons dès lors crainte, soixante ans après la Révolution russe, de nous référer résolument à ce vieux Lénine, laissant vagabonder son imagination : « Quand nous aurons triomphé à l'échelle mondiale, nous ferons, je crois, avec l'or des latrines publiques dans les rues des plus grandes villes du monde⁴. » Tout comme le poète Pablo Neruda, osons paraître « archaïques » en affirmant notre idéal : « Le monde sera beau, je l'affirme et je signe. »

Christian Picquet

1. Le Nouvel Observateur, 16 novembre 1984.
2. Groupement d'études et de recherches pour la civilisation européenne. Cette structure, lancée en 1969 par des intellectuels d'extrême droite, s'est patiemment appliquée à formaliser les bases doctrinales d'un « racio-élitisme ».
3. Gramsci, « Problèmes pour l'étude de la philosophie de la praxis » in Cahiers de prisons, Editions sociales.
4. Engels, Discours d'Eberfeld, in Utopisme et communautés de l'avenir, éditions Maspero.
5. Lénine, Œuvres complètes, tome 33. Editions de Moscou.

Crayon libre à Cabu



Pour ce numéro spécial, la rédaction de *Rouge* a demandé à Cabu de s'exprimer librement sur l'actualité. Il nous a communiqué ces quatre inédits. Ce dont les lecteurs le remercient vivement.

